



REPUBLIQUE DU BENIN

*****@*****



MINISTERE D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIERE ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

*****@*****

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

*****@*****

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

*****@*****

Mémoire de licence professionnelle

Option : Economie

Spécialité: Economie Appliquée

THEME :

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Réalisé par :

Dieudonné Salomon AGBODJI

&

Martin Zandénou HOUEDJOFONON

Sous la direction de :

Maître de Stage :

Moreno DADJO, Chef Service Formation
au CeRPA/CARDER Atlantique-Littoral

Maître Mémoire

Dr Honorat SATOGUINA
Maître-Assistant des universités du CAMES

MAI 2015

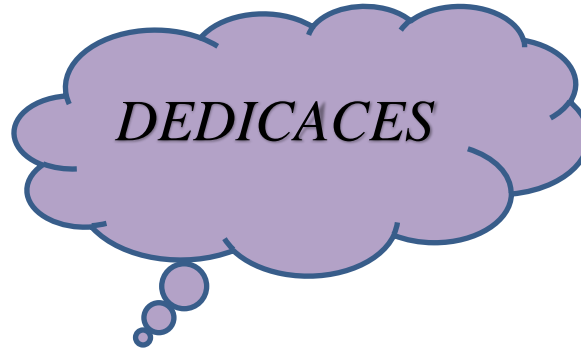
AVERTISSEMENT

LA FACUTE DES SICENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)
N'ETEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI IMPROBATION AUX
OPINIONS EMISES DANS LES MEMOIRES. CES OPTIONS DOIVENT
ETRES CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS AUTEURS.



A

- Nos chers parents AGBODJI Jérôme, DJOKOUI Irène et DJOKOUI Bertin
- Tous mes frères et sœurs en particulier à ma grand soeur KOUASSI Martine



A

- Nos chers parents, ABATCHA HOUEDJOFONON LOKONON Adrien & SOTONDE Madeleine et Françoise
- Mon grand frère HOUEDJOFONON Marcellin et ma grand sœur HOUEDJOFONON Mélanie

REMERCIEMENTS

Que ceux qui d'une manière ou d'une autre ont contribué à la réalisation de cet ouvrage, trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude et que l'Eternel les comble de toutes ses bénédictions. Nos remerciements sont adressés en particulier à :

- Dieu le Tout-Puissant par la grâce du Seigneur Jésus-Christ ;
- Tout le corps professoral de la FASEG qui nous a donné la chose la plus chère au monde à savoir. Puisse Dieu les bénir dans cette noble mission ;
- Notre Directeur de mémoire, Maitre-Assistant des Universités du CAMES Honorat SATOQUINA pour avoir accepté de prendre la direction de ce mémoire, malgré ses multiples occupations. vos divers appuis et conseils ont été dans la réalisation de ce mémoire. recevez nos sincères reconnaissances pour votre disponibilité, votre promptitude et votre amabilité
- A toute l'administration du CADER, en particulier la Directrice des Ressources Humaines pour leurs divers lors du stage.
- Maitre de stage, Moreno DADJO, Chef Service Formation
- Frère Gédéon AÏHONNOU, pour son soutien dans la réalisation de ce travail ;
- Monsieur Donatien EZIN et YESSOUF Essao pour leur encouragement ;
- Monsieur Ephrem AGOSSOU, pour les efforts consentis lors des études ;
- Enfin tous nos camarades de la FASEG.

SIGLES ET ACRONYMES

ADF	: Augmented Dickey Fuller
APD	: Aide Publique au Développement
CARDER	: Centre d' Action Régionale pour le Développement Rural
CeRPA	: Centre Régional pour la Promotion Agricole
CEDEAO	: Communauté Economique Des Etats de l' Afrique de l' Ouest
DAGRN	: Direction de l' Aménagement et de la Gestion des Ressources Naturelles
DIFAOP	: Direction de l' Information, de la Formation et l' Appui des Organisations Professionnelles
DPAF	: Direction de la Programmation, de l' Administration des Finances
DPC	: Direction des Prévisions de la Conjoncture
DPFSA	: Direction de la Promotion des Filières et de la Sécurité Alimentaire
DRC	: Direction de la Réglementation et du Contrôle
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ECOWAP	: Département de l' Agriculture, l' Environnement et des Ressources en Eau Politique Agricole Régionale
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l' Alimentation et l' Agriculture
FMI	: Fond Monétaire International
FOB	: Free On Board
INSAE	: Institut National de la Statistique et d' Analyse Economique
INRAB	: Institut National de Recherche Agronomique du Benin
MAEP	: Ministère de l' Agriculture de l' Elevage et de la Pêche

MCE	: Modèle de Correction d'Erreur
MCG	: Moindres Carrées Généralisées
MCO	: Moindres Carrées Ordinaires
MCPPD	: Ministère Chargé du Plan de la Prospective et du Développement
MEF	: Ministère l'Economie et des Finances
OCDE	: Organisation, Coopération et Développement Economique
OMD	: Objectif du Miliare pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPA	: Organisations Professionnelles Agricoles
OSD	: Orientation Stratégiques de Développement
PADER	: Projet d'Appui au Développement Rurale
PADSA	: Programme d'Appui au Développement du Secteur Agricole
PDDSA	: Programme Détaillé de Développement du Secteur Agricole
PER	: Plans Fonciers Ruraux
PGT	: Programme de Gestion des Terroirs
PIP	: Programme d'Investissement Publics
PNB	: Produit National Brut
PIB	: Produit Intérieur Brut
PIBA	: Produit Intérieur Brut Agricole
NEPAD	: Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
SCDA	: Secteurs Communaux de Développement Agricoles
SODECO	: Société Dahoméenne pour le Développement de Coton

- SODEPALH : Société Dahoméenne pour le Développement du Palmier à Huile
- SONADER : Société Nationale pour le Développement Rural
- SRP : Stratégie de Réduction de la Pauvreté
- UARVI : Unité d'Appui aux Réformes à la Vérification Interne
- UEMOA : Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

Liste des graphiques

- Graphique1 : Evolution du taux de croissance réelle du PIB de 1985 à 2014.....
- Graphique2 : Evolution des dépenses totales de l'Etat de 1985 à 2014 en milliards de FCFA.....
- Graphique3 : Evolution des dépenses totales agricoles de l'Etat de 1985 à 2014 en milliards de FCFA.....
- Graphique 4 : Evolution du taux de croissance des dépenses totales agricoles.....

Liste des tableaux

Tableau 1 : Taux de croissance des dépenses totales agricoles.....

Tableau 2 : Croissance économique et dépenses publiques sous tendance actuelle.....

Tableau 3 : Résultats du test de stationnarité de Dickey-Fuller.....

Tableau 4 : Synthèse des résultats du test de significativité des variables.....

Tableau 5 : Résultat de l'estimation du modèle de court terme.....

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT	i
DEDICACES.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iv
SIGLES ET ACRONYMES	v
Liste des graphiques.....	ix
Liste des tableaux.....	x
SOMMAIRE	xi
RESUME	xii
INTRODUCTION GENERALE	13
CHAPITRE1 : Cadre institutionnel et théorique de l'étude	15
SECTION 1 : Cadre institutionnel de l'étude	15
SECTION 2 : Cadre Theorique et méthodologique de l'étude	21
CHAPITRE 2 : Analyse économique des dépenses agricoles sur la croissance économique .	36
SECTION 1 : Analyse de l'évolution des dépenses agricoles totales et du taux de croissance économique.....	36
SECTION 2 : Analyse statistique des données économétriques du modèle	44
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	57
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	61
ANNEXE 1	63
TABLE DES MATIERES.....	79

RESUME

Le présent travail est consacré à l'étude des dépenses agricoles sur la croissance économique au Bénin. Pour se faire ; deux questions pertinentes méritent d'être posées : quels sont les impacts des variations des dépenses agricoles sur la croissance économique ? Est-ce que les dépenses totales agricoles sont un frein ou un facteur de croissance économique ?

A ces questions, un essai d'analyse économétrique a été réalisé pour répondre à ces questions. Au terme des estimations, il ressort que les dépenses totales agricoles contribuent positivement à la croissance économique à court terme tandis qu'à long terme, elles n'ont pas un effet positif d'autre part, on note qu'elles ont augmenté en moyenne de 1985 à 2014. Les dépenses ne sont donc pas un frein à la croissance économique car elles sont bien significatives à long terme comme à court terme.

Néanmoins quelques recommandations sont formulées pour les rendre plus performantes et plus efficaces. Il s'agit d'accorder une plus grande priorité aux dépenses agricoles. Face aux différents constats, il s'avère indispensable que soit promu par l'état la mécanisation agricole voir la numérisation agricole. La mise en place d'un système de financement adapté notamment les fonds de garantie, les fonds d'assurance de récolte et le renforcement des capacités des structures de micro finance pourra assurer un véritable décollage de la production agricole.

Mots clés : dépenses agricoles, croissance économique, mécanisation agricole, micro finance

INTRODUCTION GENERALE

L'Agriculture est considérée dans tout pays comme un pilier de base de l'économie nationale et du développement social. Elle permet aux nations non seulement de garantir leur sécurité alimentaire, mais aussi de se procurer des revenus à travers l'exportation des produits de rente.

L'Economie du Bénin repose essentiellement sur l'agriculture (PNUD, 1999). Cette dernière participe pour une grande part (39%) à la formation du PIB. Elle emploie environ 70% de la population active (DPDR, 2001). Selon INSEA (2004), le taux de croissance du secteur primaire est de 2,2% en 2003. Cette baisse par rapport à l'année 2002 (2,5%) peut s'expliquer par la baisse de la production agricole.

En effet, le secteur agricole reste confronté à de nombreux problèmes au nombre desquels le développement des cultures extensifs à caractère dégradant de l'environnement, la faible productivité des facteurs de production et le faible niveau de revenu des producteurs. Notons qu'au début des années 90, la République du Bénin définissait les grandes orientations de sa politique agricole à travers la lettre de déclaration de politique de développement rural (LDPDR) signé le 31 Mai 1991. Par la suite intervenait la mise en œuvre du projet de restructuration des services Agricoles (PRSA) et la tenue de la table ronde du secteur rural en septembre 1995. Dans le même temps l'Etat prenait différentes options politiques visant à l'ouverture, l'intégration aux dynamiques économiques régionales et le libéralisme interne de l'économie. Selon l'ECOWAP/PDDAA, le taux de croissance agricole nécessaire pour réduire de moitié le taux de pauvreté dans les années à venir se situe à 13,1% soit un taux de croissance du PIB par habitant de 5,1% alors que les investissements dans le secteur agricole, considérée comme le moteur de l'économie nationale, représente moins de 2% en moyenne par ans du PIB. Un taux qui reste encore inférieure à celui de la période révolutionnaire qui était au-dessus de 3%.

Ainsi, la problématique de développement du secteur agricole met en relief trois (03) défis majeurs portant notamment sur : la couverture des besoins alimentaires ; l'accroissement des revenus et l'amélioration, de l'attractivité agricole et du milieu rural. Ces trois défis confèrent au secteur agricole, le double rôle d'accélération de la croissance économique et de la contribution à la réduction de la pauvreté. Il apparaît alors impérieux d'analyser les effets qu'auraient ces différentes réformes intervenu dans le secteur de l'agriculture sur l'évolution

de la production nationale à travers les dépenses agricoles. C'est ce qui justifie le choix de notre thème : DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN.

Pour ce faire, notre étude est structurée comme suit :

Le premier chapitre sera consacré au Cadre institutionnel et théorique de notre étude ;

Le deuxième chapitre traite l'analyse économique des dépenses agricoles sur la croissance économique.

CHAPITRE1 : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE DE L'ETUDE

Dans ce chapitre nous aborderons dans la première section le cadre institutionnel de l'étude et dans la seconde section le cadre théorique de l'étude

SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE

Dans ce chapitre, nous ferons la présentation du centre de stage qu'est le CeRPA Atlantique/Littoral (actuel CARDER) puis nous parlerons du déroulement de notre stage.

1.1 Présentation générale du CeRPA Atlantique/Littoral (actuel CADER)

Le CeRPA Atlantique/Littoral est implanté dans la commune d'Abomey-Calavi, située dans la partie sud de la République du Bénin et du département de l'Atlantique. Il apparaît comme l'une des plus importantes structures déconcentrées à travers lesquelles le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) assure de façon efficace, la promotion agricole au Bénin, en général et dans la commune d'Abomey-Calavi en particulier.

1.1.1 Historique, statut juridique, objectifs et structures organisationnelles du CeRPA Atlantique/Littoral

1.1.1.1 Historique du CeRPA

Les richesses agricoles constituent l'un des éléments les plus importants autour desquels se réalisent les grands échanges nationaux et internationaux. C'est pour cette raison que dans son souci de faire du secteur agricole une force motrice de développement, les services déconcentrés du MAEP ont comme mission première, la promotion agricole au Bénin.

Rappelons que le CeRPA n'a pas toujours eu cette dénomination. En effet, ce centre existait depuis 1997 sous le nom CARDER. Avant d'en arriver à ce niveau, le centre a connu certaines évolutions dans le temps.

En 1960, intervient l'indépendance politique ; mais la métropole contrôlait toujours le développement rural. Ce contrôle se faisait à travers certaines structures telles que la SODECO (Société Dahoméenne pour le Développement du Coton), la SODEPALH (Société Dahoméenne pour le Développement du Palmier à Huile) SONADER (Société Nationale pour le Développement Rural). C'est ainsi que le premier CADER a été institué en 1969 à Hoin-Agamè dans le département du Mono sur un domaine Agro-industriel avec une huilerie sur le site.

1.1.1.2 Statut Juridique du CeRPA

Au terme du décret n°2004-301 du 20 mai 2004 portant approbation des statuts qui le régissent, le Centre Régional pour la Promotion Agricole des départements de l'Atlantique et du Littoral (CeRPA/Atlantique-Littoral), organe décentralisé du Ministère chargé de l'Agriculture au niveau des départements de l'Atlantique et du Littoral, est un office à caractère agricole. Il jouit de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il dispose d'une direction générale et d'un comité de Gestion à caractère agricole.

1.1.1.3 Objectifs du CeRPA/Atlantique-Littoral

Le Centre Régional pour la Promotion Agricole Atlantique-Littoral a pour mission l'appui au développement agricole. A ce point il a pour objectif de :

- ❖ Mettre en œuvre la politique agricole propre à améliorer l'environnement économique et social des exploitations et entreprises agricoles de la région ;
- ❖ Coordonner les interventions des acteurs publics et privés du secteur agricole au niveau régional ;
- ❖ Appuyer la diversification et la promotion des filières agricoles ;
- ❖ Appuyer les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA), les entreprises privées agricoles et les collectivités locales ;
- ❖ Recevoir et assurer toute délégation de pouvoirs du Ministre chargé de l'Agriculture dans son ressort territorial de compétence.

1.1.1.4 Structures organisationnelles du CeRPA/Atlantique-Littoral.

L'organisation structurelle constitue un gage de réussite pour une entreprise qui veut assurer la pérennité. Pour mener à bien ses activités, le CeRPA/Atlantique-Littoral s'est doté des structures de gestion stratégiques et opérationnelles.

a. Organes de décision de gestion

Pour s'acquitter de sa mission, le CeRPA/Atlantique-Littoral, dispose d'un Conseil d'Administration, d'une Direction Générale et d'un Commissaire aux Comptes.

- Le Conseil d'Administration (CA)

Le Conseil d'Administration est l'organe suprême qui assure la direction, la représentation le contrôle et la gestion du centre. Il est composé de neuf (09) membres. Ils sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur propositions des institutions qu'ils représentent et ce pour un mandat de quatre (04) ans renouvelable une fois.

- La Direction Générale (DG)

La Direction Générale du le CeRPA/Atlantique-Littoral est l'organe de conception, de planification, de gestion et du contrôle des activités. Elle est aussi l'organe responsable, dans la région, de la mise en œuvre de la mission d'appui au développement agricole sous l'autorité du Ministre de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) et avec l'appui des directions techniques nationales et la coordination opérationnelle directe du Secrétaire Général Adjoint du Ministère. A ce titre, elle élabore et met en œuvre des programmes d'activités et d'investissements du centre, organise et définit les tâches de chacun des employés, représente le Centre vis-à-vis des tiers et dans tous les actes en justice et participe à la réunion du Conseil d'Administration avec voix consultative. Le Directeur Général assure la direction générale du centre et il est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (MAEP).

Le Directeur Général du CeRPA et le commissaire aux comptes assistent aux réunions du Conseil d'Administration.

- Les Commissaires aux comptes

Ils ont pour mission d'effectuer les vérifications et le contrôles puis d'établir les rapports prévus par la loi. Ils ont notamment pour mission de certifier ou de refuser la régularité et la sincérité des états financiers de synthèse. Ils ont donc un rôle contractuel mais légal.

b. Organes consultatifs

Pour l'exercice des tâches de gestion, la Direction Générale dispose des organes de consultation

- ❖ La cellule de contrôle de gestion ;
- ❖ La cellule juridique
- ❖ La cellule informatique.

c. Les structures opérationnelles

Il s'agit notamment des Directions Techniques, d'une Unité d'Appui aux Réformes et à la Vérification Interne (UARVI) et des Centres Communaux pour la Promotion Agricole (CeRPA).

- Les Directions Techniques

Conformément à l'arrêté N° 77/MAEP/D-CAB/SGM/DRH/SA portant attributions, organisation et fonctionnement des CeRPA, la Direction Générale Comporte 05 Directions Techniques disposant chacune d'un Secrétariat. Il s'agit de :

- ❖ La Direction de la Programmation, de l'Administration et des Finances (DPAF)

- ❖ La Direction de l'Information, de la Formation et l'Appui aux Organisations Professionnelles (DIFAOP) ;
- ❖ La Direction de la Réglementation et du Contrôle (DRC) ;
- ❖ Les Secteurs Communaux de Développement Agricoles (RCDA) ;
- ❖ La Direction de la Promotion des Filières et de la Sécurité Alimentaire (DPFSA) ;
- ❖ La direction de l'Aménagement et de la Gestion des Ressources Naturelles (DAGRN) ;
- ❖ L'Unité d'Appui aux Réformes et à la Vérification Interne (UARVI).

1.1.2 Activités, environnement et ressources de fonctionnement du CeRPA/Atlantique-Littoral

1.1.2.1 Les activités du CeRPA/Atlantique-Littoral

1 Les activités principales du CeRPA

Dans l'exercice de sa mission, le CeRPA/Atlantique-Littoral mène de façon exclusive les activités suivantes : les activités de service public qui sont essentiellement d'orientation d'appui, de suivi et de coordination des actions de développement agricole et rural, de préservation des ressources naturelles, de contrôle réglementaire et technique d'organisation des campagnes d'intérêt général

2 Les activités secondaires du CeRPA

Outre ces activités de service public, le CeRPA/Atlantique-Littoral effectue d'autres activités telles que celles concernant la formation, la vulgarisation et le conseil au exploitants, aux entreprises agricoles et la promotion des initiatives privées dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, ainsi que la mise en place des infrastructures rurales et équipements agricoles. Le CeRPA est l'interlocuteur des Directions Générales dont il exécute des instructions techniques par le biais de ses services.

1.1.2.2 Environnements du CeRPA/Atlantique-Littoral.

L'environnement est un ensemble d'éléments gravitant autour ou dans l'entreprise et influence ses actions. Ces éléments constituent une source d'opportunité et de menaces pour le CARDER

Atlantique-Littoral qui ne saurait faire exception à cette obligation (voir annexe 6).

1.1.2.3 Les ressources du CeRPA/Atlantique-Littoral.

Comme toute entreprise, le CeRPA/Atlantique-Littoral dispose d'une panoplie de ressources lui permettant de mener à bien ses activités. Au nombre de celles-ci, nous avons : les ressources humaines et les ressources matérielles.

a) Les ressources humaines

Pour l'accomplissement de ces différentes missions, le CeRPA/Atlantique-Littoral dispose de trois cent soixante (360) agents, (toutes catégories confondues) répartis dans les divers organes décentralisés SCDA.

b) Les ressources matérielles

Le CARDER dispose de bâtiments administratifs, de matériels mobilier, de bureau et de logement.

1.1.3 Déroulement du stage

1.1.3.1 Travaux effectués

Au cours de notre stage, nous avons affecté à la DIFAOP où nous avons effectué les tâches suivantes :

- Entretien avec le Chef service formation opérationnelle et conseils aux exploitations agricoles ;
- Orientation du thème et approfondissement de la recherche documentaire ;
- Elaboration du protocole de recherche.⁷

Après ces travaux, nous nous sommes rendus sur le terrain où nous avons collecté des données transversales qui, ajoutées à celles longitudinales, nous ont conduit, à la rédaction de notre mémoire. Mais bien avant ceci a eu lieu la phase exploratoire. Pour plus de détails, voir annexe⁷

1.1.3.2 Difficultés rencontrées

Les difficultés sont une réalité inhérente à tout labeur. Nos travaux de recherche n'en sont pas exemptés. Ainsi les difficultés rencontrées sont :

a. Sur le terrain

L'indisponibilité des enquêtes pour diverses raisons ; ce qui a fait que nous étions de faire plusieurs tours pour les rencontrer ;

Manque de collaboration de certains agents ;

b. Sur le lieu de stage

Elle relative à la lenteur de la connexion internet du centre

1.1.4 Suggestion

Renforcer la ligne de la connexion internet.

SECTION 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE

1.2.1 Cadre théorique de l'étude

1.2.1.1 Problématique, Objectifs et Hypothèses

1.2.1.2 Problématique

Dans la plus part des pays du monde, l'agriculture à une part importante dans la formation de la richesse. Particulièrement dans certains pays africains la croissance de l'économie provient de la vente des produits agricoles.

Mais à chaque année révolue, l'agriculture béninoise connaît une régression en termes de la quantité globale de production obtenue et la quantité des facteurs utilisées. Cette situation est due au fait que dans le secteur agricole il est déploré l'archaïsme des outils de production, l'insuffisance d'une nomenclature d'exportation, l'absence de financement approprié, le sous emplois de même que l'insuffisance de l'investissement dans ce secteur. Ceci engendre le manque ou l'absence de la technologie et l'encadrement de l'agriculture.

Le développement du monde rural passe donc par une alimentation suffisante, garantissant une autosuffisance alimentaire à la population et dégageant des excédents de production susceptibles d'être exportées. Ce secteur est caractérisé par la prédominance de petite exploitation agricole, par la vulnérabilité de la variabilité climatique et aux phénomènes climatiques extrêmes (PSRSA, 2011).

Depuis une quinzaine d'années, l'agriculture béninoise a connue plusieurs reformes. Ces reformes vont de la publication de la lettre politique de développement secteur rural de 1991 (MDR, 1991), à la Table Ronde du secteur Rural en 1995 (MDR /MPRE, 1995), à la lettre de Déclaration de Politique de Développement en 1999 (MDR, 1999), à l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement Rural de 2001 et l'adoption Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) qui a pour objectif global l'amélioration des performances de l'agriculture.

Ces différents éléments de politique agricole visent entre autre, à : contribuer à la croissance économique, à l'équilibre de la balance commerciale et à la création d'emplois ; contribuer à l'amélioration du niveau de vie des populations par l'augmentation du pouvoir d'achat des producteurs, la lutte contre la pauvreté, le contrôle de la qualité et l'innocuité des aliments ; maintenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population en expansion rapide

(3,3%/an) ; diversifier la production agricole d'une manière durable ; c'est sans hypothéquer la production nationale et le patrimoine écologique ; contribuer au sein des communautés rurales ; à l'amélioration des rapports hommes/femmes.

Face à cette situation, le gouvernement béninois a initié une rencontre historique de tous les acteurs en vue de l'élaboration d'un plan stratégique de relance du secteur agricole. Ce plan prévoit entre autre : le développement des filières porteuses (coton, anacarde, palmier à huile, crevette, maraichère,...) ; la mécanisation agricole, la maîtrise de l'eau.

Le secteur agricole béninois pour 40% au PIB (Produit Intérieur Brut) et occupe 70% de la population active et à de ce fait une importance capitale pour le développement socio-économique du pays (MAEP, 2009). Il représente donc un maillon clé de l'économie béninoise de par sa contribution au PIB et de par le nombre d'emplois direct et indirect qu'il assure. C'est ce qui justifie l'intervention de l'Etat dans ce secteur notamment dans le domaine de la recherche, de la vulgarisation et du conseil de l'organisation institutionnelle et équipement de base. Mais pour son développement l'agriculture béninoise se trouve confrontée à certaines contraintes à savoir les difficultés d'accès aux fonciers ; la faible maîtrise de l'eau et de l'énergie; l'enclavement des zones de production; l'insuffisance e l'inadéquation des infrastructures de stockages appropriées; une mécanisation embryonnaire; l'incomplétude des réformes institutionnelles et l'insuffisance et l'inadéquation du financement du secteur agricole.

Ces contraintes ne seront sans corollaire sur la production agricole. Ainsi selon l'ECOWAP/PDDAA, entre 2000 et 2005, l'agriculture béninoise a enregistré une croissance en dent de scie, variant ainsi donc entre 2 et 6% ; le taux de croissance du secteur a été plus élevé entre 2001 et 2004 atteignant respectivement 6,4 et 6,3 ; mais a enregistré ses plus mauvaises performances au cours des années 2000 et 2003 avec des taux de croissance très bas de 2,5 et 2,2 respectivement. En dépit des efforts et des acquis, la performance de croissance de l'agricole béninoise n'a pas eu un impact véritablement significatif sur les conditions de vie des populations. L'ampleur de la pauvreté en milieu rural en est une illustration et ce, malgré l'accroissement de la production agricole. Face à ce tableau sombre que présente l'agriculture béninoise, l'on se pose la question de savoir comment le secteur agricole est financé en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire au Bénin ? Autrement dit si ces performances sont vraiment à la hauteur pour stimuler le taux de croissance de ce secteur et celui de l'économie nationale ?

1.2.1.3 Objectifs et hypothèses de recherche

L'objectif général du présent travail est d'analyser les effets des dépenses agricoles sur la croissance économique au Bénin.

Objectifs spécifiques :

De façon spécifique, il s'agira de :

- -Analyser l'évolution des dépenses agricoles totales au Bénin.
- -Evaluer la contribution des dépenses agricoles totales sur la croissance économique au Bénin.

Hypothèses de recherche

Pour atteindre nos objectifs fixés, un certains nombres l'hypothèse ont été formulé :

H1 -Les dépenses totales agricoles augmentent de façon croissante au Bénin.

H2 -Les dépenses agricoles ont des effets positifs et significatifs sur la croissance économique au Bénin.

1.2.2 REVUE DE LITTERATURE

Dans le cadre de la présente étude, notre revue documentaire est basée essentiellement sur l'exploitation des rapports de réflexion tels que des ouvrages d'auteur, des revues spécialisées, des rapports d'étude

1.2.2.1 CLARIFICATION DES CONCEPTS

A- Agriculture et population :

Malthus dans son «Essai sur le principe de population » publié en 1798 défend selon laquelle la croissance de la population conduire nécessairement à un accroissement de la pression sur les ressources, qui peut provoquer un dépassement des moyens de substance et donc la famine. En effet, pour lui, la population selon une progression géométrique alors que les ressources sont découvertes, le surplus économique ne sera que provisoire car le déséquilibre potentiel entre populations et substances est considérable (Bardot, 2008). Pour Esther Boserup (1965), une augmentation de la population au-delà ce que terres peuvent supporter peut mener à une évolution des techniques agraires (intensification) accompagner d'une gestion durable des ressources et apporter ainsi une réponse à une crise écologique potentielle. Ainsi ;

la pression démographique entraîne une réorganisation de la production agricole. Contrairement à l'analyse malthusienne, on ne peut séparer l'évolution de la production agricole et celle de la population. C'est la taille de la population et donc le niveau de substance nécessaire qui conduit à des modifications dans les modes d'exploitation des terres. La croissance démographique joue ainsi un rôle moteur dans le changement des techniques. Pour ce courant, c'est la croissance de population qui fait pression sur l'amélioration des techniques de productions (hausse du progrès technique et innovation favorisée). C'est ce qui a poussé Canalis et Ebert (2000) à affirmer que ce n'est pas la richesse qui détermine la population mais la population qui détermine la richesse, grâce notamment à cette pression créatrice qu'elle génère.

A la trappe malthusienne, est ainsi opposé le concept de trappe de faible densité de la population, condamnant des sociétés primitives à conserver des techniques élémentaires, lorsque leur population stagne.

Le centre de développement sous régional pour l'Afrique central (2000) établis théoriquement la connexion entre croissance démographique, sécurité alimentaire et environnement de la façon suivante : « la situation de pauvreté dans les pays africains résulte de plusieurs facteurs, au rang des quels figure la forte croissance démographique, le faible niveau de productivité, la faible qualification des travailleurs, la mauvaise gestion et la corruption, les termes de l'échange, la dégradation de l'environnement, etc. Ces facteurs agissent directement par eux même d'une part et par leur interaction d'autre part. Une ces interactions concerne la connexion entre la population, l'agriculture et l'environnement. Le cercle vicieux de la pauvreté provient du fait que les populations rurales analphabètes soumises à l'insécurité alimentaire, exploitent de plus en plus de terre, en raison de la forte croissance démographique. Cela a pour effet d'en réduire la fertilité. En conséquence, la fécondité augmente parce que l'exploitation de ses terres peu fertiles requiert plus de mains d'œuvres en raison de faible productivité due aux techniques rudimentaires utilisées. Ce processus a pour effet d'aggraver, à terme, l'insécurité alimentaire.

C'est à travers les activités agricoles et l'exploitation forestières que la forte croissance démographique entraîne la dégradation de l'environnement (Oucho, 1998). Partout où cette adaptation a eu lieu, la dégradation des ressources naturelles est pratiquement inexistante. Mais lorsque les changements techniques nécessaires ne s'opèrent pas, la dégradation de l'environnement est inéluctable. Egalement ; les techniques agricoles rudimentaires la baisse de revenus agricoles consécutifs à la stagnation de la production agricole, le statut des

femmes, contribuent à accroître la valeur économique des enfants. La fécondité élevée qui en résulte a pour effet d'augmenter le niveau d'accroissement de la population avec les mêmes conséquences désastreuses sur les ressources naturelles. C'est cercle vicieux de la pauvreté dont point de départ est la forte croissance démographique (Cleaver et Schreiber, 1994).

En ce qui concerne la relation entre population et ressource agricole les économistes classiques trouvent que la terre est la seule source de production. Celle-ci n'étant disponible qu'en quantité limitée la production est limitée par la surface cultivable. Ainsi, la production agricole est fonction de technologie, des terres cultivées et de la population paysanne.

B- Théorie économique sur la croissance

Selon le dictionnaire universel, la croissance économique est le phénomène qui se manifeste par l'augmentation du produit national brut (PNB) par habitant sur une certaine période. Elle est caractérisée par trois traits essentiels:

- ❖ le développement et l'utilisation des capacités de productions de plus en plus élevées (accumulation);
- ❖ -l'évolution des instruments (agrégats) de mesure de la production globale (PIB, PNB) sur une longue période ;
- ❖ -le taux d'accroissement annuel moyen de la production destinée à faciliter la comparaison entre différents pays et périodes.

Selon Claude Daniel Echaude maison, la croissance économique se définit comme l'augmentation soutenue de la croissance de biens et de services dans une nation pendant une longue période.

Fondateurs de l'économie politique moderne, les auteurs classiques Anglais ont été les premiers à poser les premiers jalons d'une théorie de la croissance. En effet, ces auteurs assistent à la révolution industrielle et s'intéressent de très près à ces conséquences. Ils cherchent à donner une interprétation scientifique des forces dont le fonctionnement et le développement des activités économiques. Adam Smith (1776) et David Ricardo (1819) présentent tous deux la croissance économique comme résultant de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la quantité d'instrument (« moyen de production produit », selon Smith) à la disposition des travailleurs. Ce qui sautait aux yeux de David Ricardo et Thomas R. Malthus était l'accumulation du capital traitée comme moteur de la croissance, en

négligeant le progrès technique qui l'accompagnait. Les classiques étudiaient les effets de l'accumulation du capital et de la croissance de la population en l'absence du progrès technique et distinguaient trois « facteurs de productions » à savoir : *la terre qui* regroupe les ressources naturelle qui ne pouvait être créée ni reproduit, *le capital* qui représente les instruments de production créés par les êtres humains, à partir des ressources naturelles et *le travail* qui est la main d'œuvre. Ces distinctions étaient excessivement simples, car une grande quantité de la terre est créée par des investissements, et une grande partie des capacités productive de la main d'œuvre par l'éducation et la formation, c'est -à- dire par des investissements en capital humains. Les unités successives de capital et de travail injectées dans la production seront de moins en moins productives si la quantité du premier facteur, la terre, est limitée. Ce fait constituait la base des théories malthusienne et rocardienne. Les théories de ces deux auteurs se centraient sur la manière par laquelle la fixité de l'offre totale de terre oblige nécessairement la croissance économique à aller en diminuant, jusqu'à cesser.

Adam Smith : précurseur de la théorie classique, il met l'accent sur le rôle des économies de l'échelle ; la spécialisation dans la production ou la division du travail qui pour lui résulte de la propension naturelle des êtres à troquer, vendre, échanger et du commerce international. Inventeur de l'approche historique dans l'analyse comparative de la croissance, il affirme que la division du travail entraîne non seulement une augmentation de l'habileté des travailleurs, mais permet aussi l'élimination des pertes de temps qu'implique le fait qu'un effectue plus d'une tâche.

Thomas Malthus avait un schéma de croissance basé sur deux facteurs : les ressources naturelles et le travail. Il est à noter que le rôle potentiel du progrès technique et de la formation du capital est totalement négligé. Le mécanisme principal qui conditionne la croissance correspondrait, selon Malthus, à la pression imposée par croissance démographique et par les besoins de subsistance de cette population croissante. En effet la concentration d'attention particulière sur un processus étroit permet d'améliorer les méthodes de réalisation du processus en inventant des machines ou d'autres moyens de production c'est à dire que l'on accomplit des progrès techniques.

David Ricardo a une analyse relativement moderne et riche du capitalisme. Il reconnaît clairement la puissance productive supplémentaire qui peut provenir des machines et les perspectives de croissance forte que ces dernières peuvent fournir aux secteurs non agricoles. Etant en partie influencé par Malthus, il considère que les gains de productivité ne peuvent apparaître que dans l'industrie, mais l'utilisation progressive des terres de moins en moins fertiles ne peut que tirer vers le haut les prix agricoles et donc les salaires de subsistance. Cela

doit conduire l'épuisement des profits et donc à l'arrêt de l'expansion économique (Etat stationnaire cher aux classiques).

Karl Marx est sans contester l'économiste classique qui a l'analyse la plus riche du capitalisme. Il a notamment rejeté le pessimisme de Malthus et de Ricardo en reconnaissant la puissance productive qui réside dans la production en usine, et le rôle de l'accumulation accélérée du capital fixe dans le progrès économique. Il a anticipé une expansion continue du commerce et la concentration de la production dans les unités de plus en plus grandes, source d'économie d'échelle. Le progrès technique et l'accumulation sont les deux sources de croissance chez Karl Marx.

Différemment à Karl Marx, Schumpeter (1883-1950) met l'accent sur le progrès technique plutôt que sur l'accumulation du capital. Il rejette totalement l'analyse de Malthus et de Ricardo concernant la contrainte imposée par la pression de la population. L'auteur distingue deux modes d'opération d'une économie capitaliste : le flux circulaire et le développement économique. On a alors une suite d'équilibres potentiels qui ne sont jamais atteints car les innovations successives déplacent continûment l'économie.

Toutefois, les vraies analyses n'ont commencé qu'avec les auteurs Keynésiens qui utilisent des variables agrégées pour la formulation des théories. Le modèle Harrod-Domard est une référence aujourd'hui pour l'analyse économique. En élaborant leurs modèles à partir de variables telles que l'investissement, l'épargne et la population, ces deux auteurs à quelques variantes près arrivent à la conclusion que l'investissement est un déterminant principal de la croissance. Ainsi les politiques économiques et sociales peuvent aider à la croissance. Le modèle néoclassique de la croissance équilibrée apportera une solution aux problèmes du fil rasoir.

En 1956 ; Solow apporte une réponse aux prédictions pessimistes de Harrods. Il construit un modèle qui engendre un déplacement au cours du temps de l'équilibre économique ; le niveau de l'activité devenant de plus en plus élevé. La succession d'équilibres qualifiés de sentiers de croissance est plus stable ; c'est-à-dire que si, en un moment donné, pour une raison quelconque, l'économie s'en éloigne, elle y retournera par la suite.

Pour parvenir à ce résultat, Solow lève l'hypothèse de rigidité de la technique de production, que Harrods retenait, en postulant qu'à chaque instant, les décisions ex ante d'épargne et d'investissement coïncident.

C- Dépenses agricoles et croissance économique

De manière spécifique, il est couramment admis que l'agriculture constitue un secteur important de la croissance économique. Les politiques économiques privilégiant d'investir d'avantage dans l'agriculture en Afrique et de placer ce secteur au centre des efforts de développement pour la réduction de moitié d'ici dans les années à venir la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim ont été au cœur des stratégies recommandées aux pays en développement.

Les économistes ont toujours accordé une place importante à l'agriculture pour la croissance économique. Pour Lewis (1954), l'agriculture participe à la formation du capital, libère la main d'œuvre faiblement productive pour alimenter les autres secteurs notamment l'industrie en constituant un marché pour les produits industriels fournisseur des devises permettant de financer les importations. Gillis (1990) estime que l'agriculture, de par son potentiel de profit, attire les investissements directs étrangers créant des emplois et ouvrant de nouveaux créneaux d'investissements au profit des entrepreneurs locaux pour une augmentation de la production locale.

Les physiocrates sont les premiers à estimer que seule l'agriculture produit une richesse nouvelle qualifiée de produit net qui reste après que tous les coûts de l'agriculture avait été couverts. Les propriétaires terriens pouvaient prétendre à la rente constituée par ce produit net et la dépenser dans l'ensemble de l'économie. L'Etat peut aussi asseoir un impôt sur cette rente sans annuler l'incitation des agriculteurs à produire efficacement que possible. Pour les physiocrates, l'expansion du commerce exigeait la coopération plutôt que l'exploitation surtout dans l'agriculture. Leur observation les a amenés à découvrir le rôle que joue le capital dans l'accroissement du revenu national. Ils découvrent aussi l'efficacité du « détour de production » que permet la disposition d'un fond en argent destiné à acheter les moyens de productions. Ils démontrent qu'une terre mieux cultivée avec un capital important fournit un revenu aussi important. Un tel revenu n'apparaît pas dans l'industrie et le commerce qui sont considérés comme stériles.

Pour Adam Smith, dans son livre III, il développe une théorie de la croissance économique très simple. Les capitaux se forment dans l'agriculture, puis quand la rentabilité diminue dans ce secteur, ils investissent dans la manufacture ; enfin quand l'industrie commence à être saturée de capitaux, ceux-ci s'orientent vers le commerce extérieur. C'est un plan de la nature qu'A. Smith pense se réaliser sous ses yeux. Mais le développement ne s'est pas opéré selon cette séquence en Europe où le développement du commerce et des manufactures n'a pas été

l'effet du développement de l'agriculture ou de l'évolution des campagnes, mais a été la cause.

T.R Malthus quant à lui affirme que la rente peut être mesurée en faisant la différence entre la production obtenue sur un hectare de non amendée de qualité supérieure et la production obtenue sur un hectare de terre vierge de seconde qualité qu'un agriculteur est obligé de cultiver parce qu'il manque de terre de qualité supérieure. Si la terre de seconde qualité est supérieure à une troisième, elle procurera à son propriétaire une rente. Donc la rente résulte d'une demande excessive, et d'un prix élevé de la terre.

Pour Ricardo, l'augmentation de la richesse et de la production a pour conséquence l'augmentation de la rente puisqu'elle entraîne une extension et une intensification de la culture des terres. Au contraire en réduisant le travail et le capital nécessaire à la production d'une unité de blé, le progrès des techniques agricoles entraînera une diminution de la rente due à l'effet à court terme du progrès technique. Les dépenses agricoles ont-elles toujours des effets positifs sur la croissance économique ?

Des modèles récents de croissance endogène ont également montré que l'agriculture n'a pas toujours d'effets positifs sur croissance et qu'il y a une variété de canaux par lesquels les dépenses publiques peuvent avoir des effets sur la croissance.

Le manque de robustesse des évidences empiriques relatives à la relation entre dépenses publiques et croissance, peut être lié en partie à la nature non linéaire de la relation entre ces variables. Dans le modèle de Barro (1990), la croissance augmente avec les impôts et les dépenses à des niveaux faibles et baisse ensuite, à mesure que les effets de distorsion dépassent les effets bénéfiques des biens publics. Les dépenses publiques et la croissance sont liées positivement quand les dépenses publiques sont en dessous de leur montant optimal. Le montant optimal de dépenses publiques est défini négativement quand elles sont au-dessus et non corrélées quand les pouvoirs publics fournissent le montant optimal des services. Des études empiriques en coupes n'ont en général pas pu expliquer cette non-linéarité et peuvent donc être incapables de la détecter dans les données. En dépit de la nature non concluante de la littérature empirique, le point de vue consensuel semble, cependant, être que les variations de la composition des dépenses publiques en faveur des dépenses de santé, d'éducation et d'infrastructure de base, tendent à avoir un impact positif sur la croissance.

En utilisant un échantillon de 95 pays en développement sur la période 1970-1990, Kahn et Kumar (1997) ont montré que les effets de l'investissement privé et public sur la croissance

étaient significativement différents, l'investissement privé étant de façon consistante plus productive que l'investissement public. Knight, Loayza et Villanueva (1993) et Nelson et Singh (1994) ont aussi mis en évidence le fait que le niveau de l'investissement public en infrastructure avait un effet significatif sur la croissance, notamment au cours des années 1980.

En utilisant une étude en coupes portant sur un échantillon de 119 pays, Easterly et Rebelo (1993) ont estimé que l'investissement public en transports et communications était lié positivement à la croissance. Au contraire, l'investissement public dans les entreprises publiques n'avait aucun effet sur la croissance, alors que l'investissement public en agriculture avait un effet négatif. Devarajan, Swaroop et Zou (1996) ont obtenu des évidences d'une relation inverse entre l'investissement public et la croissance, suggérant en fait que les gouvernements pourraient avoir effectué de mauvaises allocations de ressources en faveur des dépenses en capital (au détriment des charges de maintenance d'infrastructures).

Par ailleurs, plusieurs études empiriques ont mis en évidence l'existence d'une relation inverse entre les impôts (mode de financement des dépenses publiques) et la croissance économique, mais globalement les résultats ne sont pas très robustes. Rodrik (1998) a fourni des évidences selon lesquelles la croissance à long terme en Afrique sub-saharienne au cours des années 1965-1990 était affectée significativement par la politique budgétaire (en plus des ressources humaines, la démographie et une variable de rattrapage). De faibles surplus de l'administration centrale tendaient à ralentir le taux de croissance du revenu par tête dans la région. Pour leur part, Ojo et Oshikoya (1995) ont montré, toujours dans le cas des pays subsahariens, qu'une hausse des dépenses publiques réduit la croissance du PIB par tête. Dans le cas des pays de l'UEMOA, Ténou (1999) aboutit également au même résultat. En considérant le ratio du déficit budgétaire plutôt que celui des dépenses publiques de consommation, Ghura et Hadjimichael (1996) ont trouvé, pour leur part, une relation négative et significative avec le taux de croissance du PIB par tête.

1.2.3 METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Dans un travail de recherche, la méthodologie suivie s'avère important pour la fiabilité et la crédibilité des résultats. Elle se définit comme l'ensemble des démarches entreprises pour la collecte des données ; des informations et leurs traitement en vue de produire des résultats qui permettent d'atteindre les objectifs fixés et de vérifier les hypothèses.

1.2.3.1 Collecte des données

Les données utilisées pour l'estimation économétrique sont issues du document des statistiques des finances publiques de l'économie et des finances (MEF) et de la base de données de la banque mondiale.

Ces deux sources nous ont permis d'obtenir sur la période de 1974 à 2008 les données suivantes :

- les valeurs du produit intérieur brut (PIB)
- les valeurs des dépenses totales agricoles
- les valeurs des investissements publics
- les valeurs de la balance commerciale représentée ici par le taux de l'ouverture commerciale
- les valeurs de la dette publique extérieure
- les valeurs de l'aide publique au développement.

1.2.3.2 Traitement des données

Les données utilisées ont été prises sous leur valeur monétaire. Pour avoir la forme semi-logarithme de notre modèle un calcul préalable a été fait. Ainsi nous avons généré la valeur logarithme de certaines variables et calculer le taux de l'ouverture commerciale par rapport au PIB.

1.2.3.3 Technique d'analyse

Nous avons utilisé un modèle économétrique pour étudier les effets des dépenses agricoles sur la croissance. Le logiciel Excel est utilisé pour réaliser les tableaux et les graphiques et le logiciel EVIEWS 5.0 est quant à lui, utilisé pour faire l'estimation des modèles économétriques.

1.2.3.4 Spécification du modèle

En vue d'une analyse économétrique portant sur la corrélation entre dépenses agricoles et croissance économique, nous avons procédé à l'estimation d'un modèle de croissance. Après la revue de littérature, la forme fonctionnelle utilisée ici pour établir le lien qui existe entre les dépenses agricoles et les facteurs explicatifs de la croissance est une fonction du type Cobb-Douglas. Ce type de fonction a été utilisé par Barro (1990) dans son étude relative à l'impact

des dépenses publiques sur la croissance économique ; nous nous sommes inspirés aussi des travaux d'Ojo et Oshikoya (1995), de Ghura et Hadjimichael (1996) et de Tenou (1999) sur la croissance du PIB réel dans les pays africains. En particulier, l'équation de base retenue pour les estimations économétriques s'inspire des travaux de Kako Kossivi NUBUPKO dans son étude sur «dépenses publiques et croissances des économies de l'UEMOA ». Dans un second temps, l'investissement public a été introduit pour faire apparaître le rôle productif de l'investissement dans le processus de la croissance économique.

Sous sa forme générale, l'équation à estimer s'écrit :

$PIB = f(C, P, E)$, avec :

PIB : le produit Intérieur Brut ;

C : un panier de variables liées à la politique économique (les dépenses totales agricoles et l'investissement public) ;

P : une variable liée à la balance commerciale (le degré d'ouverture commerciale) ;

E : un panier de variables liées au financement extérieur (l'aide publique au développement et la dette publique extérieure).

1.2.3.5 Variables du modèle

Variable expliquée : Produit Intérieur Brut (PIB)

Variables explicatives : les dépenses totales agricoles (DEPAG), l'investissement public (INVP), l'ouverture commerciale (OUVY), l'aide publique au développement (APD), la dette publique extérieur (DPE), la variable indicatrice (DUM) et le terme d'erreur ut .

Présentation des variables

Variable expliquée :

PIB : le produit intérieur brut

Le produit intérieur brut est un indicateur macroéconomique qui mesure la richesse créée dans un pays donné et pour une année donnée. On le calcule généralement, en faisant la somme des valeurs ajoutées dans le pays. Toutefois il y a trois façons complémentaires de calculer le PIB. Premièrement par la production des unités résidentes, deuxièmement par la demande adressée aux unités de production résidentes et enfin par les revenus distribués par les unités de production résidentes.

Variables explicatives :

DEPAG : il s'agit ici de l'ensemble des dépenses totales agricoles de l'Etat. En effet, les dépenses de fonctionnements et d'investissements allouées au secteur agricole auraient un impact positif sur la croissance économique des pays en développement car l'agriculture et de par sa valeur ajoutée et sa contribution à la formation du PIB. Le signe attendu pour la plupart de ces pays la première activité de croissance économique est positif.

INVP (l'investissement public) : l'investissement public constitue un important facteur de croissance économique dans les pays en voie de développement. Selon la banque mondiale dans son rapport (1994) dans le monde sur la problématique des infrastructures ; elle a relevé l'insuffisance d'infrastructure comme l'un des handicaps majeurs au développement apparaît alors important et capital dans tout processus de développement. Ainsi, il est donc attendu de cette variable un signe positif.

OUVY (l'ouverture commerciale) : l'ouverture commerciale est l'une des variables de politique économique les plus étudiées dans la littérature empirique. Selon la théorie de l'avantage comparatif de Ricardo (1817), l'ouverture commerciale d'un pays est déterminée par son niveau de productivité ou son avance technologique ; pour Heckscher et Ohlin (1993), elle est déterminée par sa dotation relative en facteurs de production. Même s'il y a tendance à conclure à corrélation positive entre l'ouverture commerciale est introduite dans les variables explicatives ici pour capter en termes de volume les échanges commerciaux avec l'étranger à travers la balance commerciale rapporté au PIB. Le signe attendu donc est un signe positif car un solde commercial excédentaire contribue à l'accroissement du PIB.

APD (l'aide publique au développement) : comprend selon la définition du comité d'aide au développement (CAD) et l'OCED ; les dons et les prêts préférentiels prévus au budget et transféré des pays développés vers les pays en voie de développement. Pour la plupart ; des financements publics bénéficient des conditions privilégiés et sont accordés sous forme soit de don ; soit de prêts « préférentiels » bénéficiant de taux d'intérêt inférieur à ceux qui ont cours sur les marché internationaux des capitaux privés. Elles ont but de permettre aux pays en voie de développement d'atteindre la réalisation des OMD d'où le signe attendu est positif.

DPE (La dette publique extérieure) : selon le FMI ; la dette publique extérieure est égale aux montants ; à une date donnée ; de l'encours des engagements courants effectifs ; non conditionnel ; qui comporte l'obligation pour le débiteur d'effectuer un ou plusieurs paiements pour rembourser le principal et ou verser des intérêts ; à un ou plusieurs montants

futurs ;et qui sont dus à des non-résidents par des résidents d'une économie. Le signe attendu quant à elle est un signe négatif.

DUMS est une variable muette ou variable indicatrice ou encore une variable binaire qui prend 0 pour la période d'instabilité politique au Bénin (1974à 1989) et 1 pour la période démocratique (1990 à 2008). Elle est utilisée pour capter l'effet stabilité politique dans la facilité ou non des dépenses publiques vers l'agriculture. μ_t représente le terme d'erreur.

1.2.3.6 Modèle de l'étude

Pour conduire à bien notre étude, outre le taux d'ouverture commerciale, nous utiliserons la valeur logarithmique des variables comme PIB, DEPAG, INVP, APD, DPE afin de permettre une analyse directe des sensibilités en termes d'élasticité à travers les coefficients. Cette formulation nous permet d'aboutir à un modèle semi logarithme qui se présente comme suit :

$$\mathbf{LPIB}_t = \alpha_0 + \alpha_1 \mathbf{LDEPAG}_t + \alpha_2 \mathbf{LINVP}_t + \alpha_3 \mathbf{OUVY}_t + \alpha_4 \mathbf{DUM}_t + \alpha_5 \mathbf{LAPD}_t + \alpha_6 \mathbf{LDPE}_t + \mu_t , \text{ avec :}$$

PIB : Produit Intérieur Brut

DEPAG : les dépenses totales agricoles de l'Etat

INVP : investissement public

OUVY : le taux d'ouverture commerciale

APD : l'aide publique au développement

DPE : la dette publique extérieure

DUM : la variable muette prenant 1 pour la période stabilité politique (1974- 1989) et 0 pour la période d'instabilité politique (1990- 2008)

1.2.3.7 Technique de validation des hypothèses

Pour la vérification de l'hypothèse H_1 , nous ferons recours aux calculs du taux de croissance annuel moyen des dépenses totales agricoles. H_1 sera alors validée lorsque ce taux est positif.

Après estimation du modèle à des données collectées, nous nous baserons sur les résultats d'estimation pour valider l'hypothèse H_2 . Le coefficient de la variable explicative « Dépenses agricoles » du modèle doit être significativement positif pour la validation de l'hypothèse H_2

formulée précédemment. En ce qui concerne la significativité globale du modèle, la probabilité (F- Statistique) doit être inférieure à 5%. Ainsi, l'hypothèse H_2 sera validée lorsque α_1 est supérieur à zéro et la probabilité associée au coefficient de DEPAG obtenues après estimation du modèle à correction d'erreur est toute inférieure à 5%.

CHAPITRE 2 : ANALYSE ECONOMIQUE DES DEPENSES AGRICOLES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Dans ce chapitre nous allons aborder dans la première section analyse de l'évolution des dépenses agricoles totales et du taux de croissance économique et dans la seconde section, nous auront l'analyse statistique des données économétriques des données.

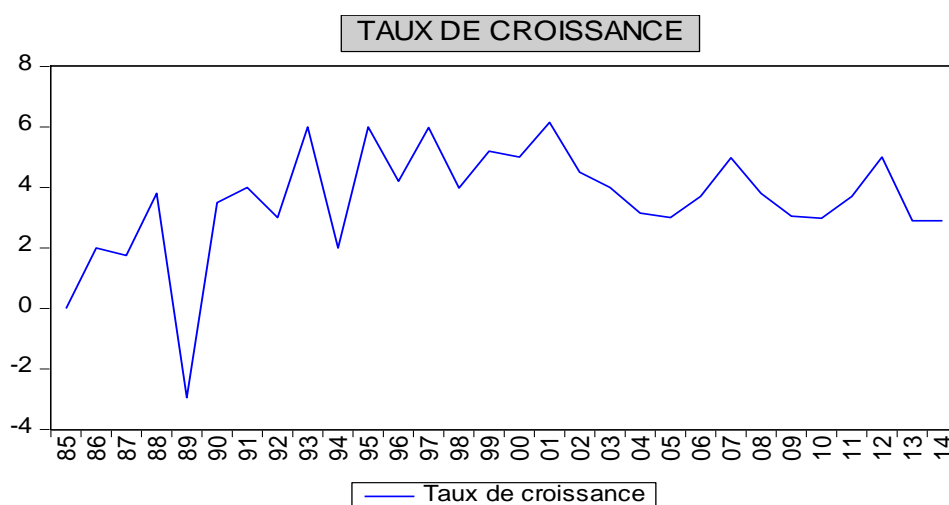
SECTION 1 : ANALYSE DE L'EVOLUTION DES DEPENSES AGRICOLES TOTALES ET DU TAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE

L'objectif poursuivi ici est d'examiner les performances des dépenses agricoles, des dépenses totales et de la croissance économique du Bénin au cours de la période 1985-2010. Cette analyse permettra d'apprécier l'évolution des dépenses agricoles et des dépenses totales d'une part puis les fluctuations de la croissance économique d'autre part.

2.1.1 Analyse de l'évolution du taux de croissance au Bénin

Cette partie est consacrée à l'étude des fluctuations des performances économiques au Bénin. La croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) en pourcentage(%) représente la variation relative d'une période à une autre du volume du PIB d'une année de référence. Elle reflète l'augmentation (ou la baisse dans le cas d'une croissance négative) du niveau d'activité dans un pays. Il s'agit d'un indicateur souvent retenu lorsque l'on veut faire des prévisions à court et à moyen terme sur la situation économique d'un pays. Cependant, cet indicateur pourrait s'avérer trompeur dans la mesure où la croissance du PIB serait redevable d'une croissance démographique et non d'une amélioration de l'économie. Il import alors de considérer la croissance du PIB par habitant.

Graphique n°1 : Evolution du taux de croissance réel du PIB de 1985 à 2014



Source : Compilation de l'auteur

Le taux de croissance du Bénin comme la plupart des pays d'Afrique connaît une évolution non régulière. Ainsi, après la période de crise économique des années 1983 et 1984, la production nationale a connu un fort taux de croissance de 1985 à 1986 avec un taux de 2,2%. Mais après la crise de 1987 qui s'est soldée par un taux de croissance de - 1,58%, l'économie béninoise s'est remise timidement sur les rails et le taux de croissance a été de 3,62% en 1988. L'année 1989 a été tumultueuse pour l'économie Béninoise. C'était en effet une de année de grave crise économique et sociale, de renonciation à l'idéologie marxiste- léniniste et du retour à l'économie du marché opté lors des conférences des forces vivre de la nation de février 1990. Cela explique ce taux croissance négatif de - 2,72% en 1989. La croissance a repris progressivement pour atteindre 3,47% en 1990 ; toutefois, la tendance est à la baisse entre 1991 et 1993. On note, en effet, une baisse respective de 0.71% et de 0.49% en 1992 et 1993 par rapport à 1991 et 1992.

L'option pour l'économie de marché en 1990 permis à l'économie béninoise de renouer de façon régulière avec des taux de croissance positifs. Ce taux a progressé de 2.04% en 1994 à 5,89% en 1997, faisant de ce fait un taux moyen de croissance de 4,54% entre 1994 et 1997. On note une hausse de croissance de 0,85% en 1994. La croissance va se poursuivre jusqu'en 1997 avec un taux de croissance de 5,88% soit une hausse 2,63% par rapport au taux réalisé en 1993. Cette performance encourageante aurait été consolidée avec la dévaluation du FCFA intervenue en janvier 1994. Toutefois, l'effet bonus de la dévaluation se traduira par une décélération de la croissance à 3,84% en 1998. De 1999 à 2000, on note une augmentation respective de la croissance de 0,16% et de 1,1% par rapport à 1998 et 1999. La décélération de la croissance amorcée à partir de 2001 va se poursuivre jusqu'en 2005 où on enregistre le taux de croissance le plus faible de la période soit 2,9%. Ce repli d'activité est tributaire, d'une part, de la régression de la part de la valeur ajoutée du secteur tertiaire dans la formation du PIB à la suite des restrictions commerciales imposées par le Nigéria sur les réexportations et d'autre part de la crise de la filière Coton, principal produit d'exportation de l'appréciation de l'EURO () par rapport au DOLLAR des Etats-Unis ainsi que le renchérissement continu du coût du pétrole (OSD, 2006-2011). La reprise de la croissance en 2006, dû au changement de politique économique et surtout par le lancement des grands travaux, a progressé jusqu'en 2008 où il atteint 4,67% avant de baissé de nouveau atteignant un seuil de 2,6% en 2010.

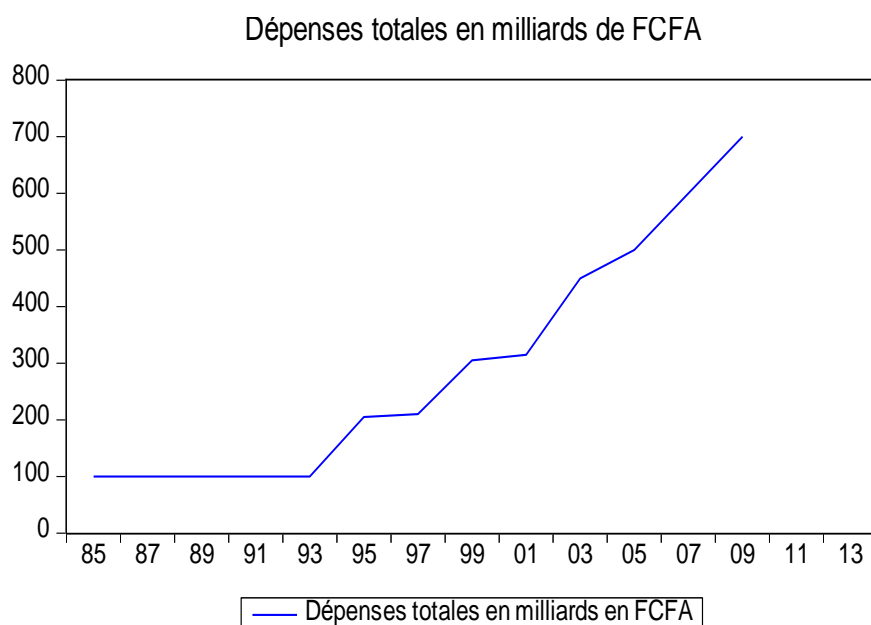
Somme toutes, la situation économique du Bénin a, dans l'ensemble, connu une évolution appréciable ces dernières années, surtout à partir des années 90. Malgré cette évolution

positive du taux de croissance, il faut signaler que cette croissance reste insuffisante pour asseoir les bases d'une économie émergente et faire reculer réellement la pauvreté.

2.1.2 Analyse de l'évolution de la croissance des dépenses totales du Bénin

Cette partie montre l'évolution des dépenses publiques de l'Etat de 1985 à 2014.

Graphique n°2 : Evolution des dépenses totales de l'Etat de 1985 à 2014 en milliard de FCFA.



Source: Compilation de l'auteur

L'analyse de l'évolution des dépenses totales permet d'étudier pendant cette période les dépenses effectuées par l'Etat dans le social (santé et éducation ...) et dans les secteurs d'activité composant l'économie nationale

Ainsi, les dépenses totales de l'Etat ont connu de 1985-1993 une évolution moyenne de 100 milliard de FCFA. En effet, elles sont passées de 99,9 milliard en 1985 à 107,5 milliard en 1988 avant de descendre à leur niveau le plus bas de la période qui est de 93,9 milliard enregistré lors des années 1989 ; année de grave crise économique, de renonciation à l'idéologie marxiste-léniniste et de retour à l'économie de marché opté lors de la conférence des Forces Vives de la nation de février 1990. Elle passe ensuite de 99,3 milliard en 1990 à 106,2 milliard en 1993 soit un taux d'accroissement moyen de 3 ; 17 % sur la période. Entre 1994 et 1999, les dépenses publiques ont augmenté voire doublé passant ainsi de 161,7 milliard en 1994 à 257,9 milliard en 1999. Cette augmentation des dépenses totales est due à

la politique du gouvernement de renforcer les secteurs qui sont sources de croissance économique en vue de pallier aux effets néfaste de la dévaluation du FCFA. Cette croissance amorcée depuis 1994 va se poursuivre jusqu'en 2006, année pendant laquelle on note un léger repli avant une reprise qui conduit les dépenses totales de l'Etat son pic en 2009 avec 809 milliard de FCFA avant de baisser de nouveau en 2010. Cette croissance notée pendant de 2009 à 2010 est redevable à la réduction des dettes et à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement assigné dans le DSRP et la SRP.

2.1.3 Analyse de l'évolution des dépenses agricoles totales du Bénin

Graphique n°3 : Evolution des dépenses totales agricoles de l'Etat de 1985 à 2014 en milliard de FCFA



Source: Compilation de l'auteur

Le graphique ci-dessus montre l'évolution des dépenses agricoles.

Cette courbe permet de connaître les fluctuations qu'ont connues les dépenses allouées au secteur agricole de 1985 à 2014. L'analyse de la courbe révèle que les dépenses accordées au secteur agricole restent pratiquement constante sur les périodes de 1985 à 1993 soit une moyenne de 5,29 milliard de FCFA par an. En effet, de 5,1 milliard de FCFA en 1985 elles sont passés à leur niveau le plus bas de la période en 1989, année où le secteur n'a reçu que 4,7 milliard de FCFA sur 93,9 milliard pour les dépenses totales de l'Etat. Mais avec les nombreuses réformes économiques engagées par le Bénin aux sorties de la conférence des forces vives de la nation de février 1990, les dépenses agricoles vont reprendre timidement grâce aux investissements massifs réalisés dans le secteur passant ainsi de 5 milliard en 1990 à 5,4 milliard en 1993 soit une augmentation de 8% sur la période. Entre 1994 et 2000 les dépenses agricoles vont augmenter, voit doubler avec l'appui des institutions internationales (Banque Mondiale, FMI) et la volonté des pouvoirs publiques d'investir davantage dans

l'agriculture en vue d'accroître la production nationale et assurer la sécurité alimentaire. En 2001, on note une chute des dépenses agricoles qui descendent de nouveau à 15,4 milliard de FCFA soit une baisse de 21,02% par rapport à l'année précédente. A partir de 2002, on note reprise accélérée des dépenses agricoles qui va se poursuivre jusqu'en 2009, année pendant laquelle elles atteignent leur pic de 41,6 milliard. En effet avec la volonté des nouvelles autorités de faire de secteur une puissance agricole dynamique durant leur mandat, et de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ; le secteur agricole a subi de profondes réformes à travers différents projets (PR/INRAB, PADRO, PARCF...), différents programmes de développement (PADER, PADAP, PADSA...). Cet accroissement des dépenses agricoles est aussi dû à l'importante mutation qu'a subi l'agriculture béninoise ces cinq dernières années à savoir : la mécanisation agricole à travers l'achat des machines et intrants agricoles, les subventions accordées aux cotonculteurs pour la relance de la filière coton et aussi des engagements assignés au chefs d'Etat africains lors du sommet de la mise en œuvre du volet agricole du NEPAD au Mozambique en 2003 qui demandent à ceux-ci d'accorder 10 % du budget national au secteur agricole. Notons que ces dépenses ont baissé de nouveau en 2010.

En somme, les investissements dans le secteur agricole, considéré comme le moteur l'économie nationale, représentent moins de 2 % en moyenne du Produit Intérieur Brut (PIB) de 1993 à 2006. Ce taux est inférieur à celui de la période révolutionnaire qui était dessus de 3 % ; et il est bien loin des 10% de l'engagement des chefs d'Etat en 2003 à Maputo dans le cadre de la mise en œuvre du volet agricole du NEPAD.

Tableau n°1 : Taux de croissance des dépenses totales agricoles

Années	Dépenses totales agricoles	Taux de croissance annuel
	5100000000	
1986	5800000000	13.7254
1987	5400000000	-6.8965
1988	5600000000	3.7037
1989	4700000000	-16.0714
1990	5000000000	6.3829
1991	5100000000	2
1992	5500000000	7.8431
1993	5470000000	-0.5454
1994	8900000000	62.7056
1995	1260000000	41.573
1996	1650000000	30.9523

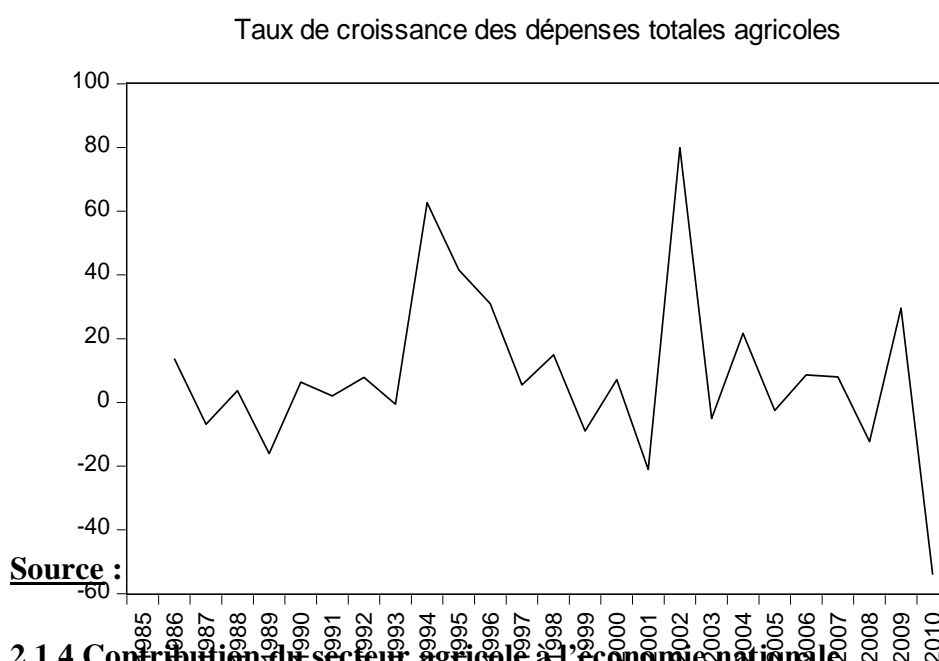
DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

1997	1740000000	5.4545
1998	2000000000	14.9425
1999	1820000000	-9
2000	1950000000	7.1428
2001	1540000000	-21.0256
2002	2770000000	79.8701
2003	2630000000	-5.0541
2004	3200000000	21.673
2005	3120000000	-2.5
2006	3390000000	8.6538
2007	3660000000	7.9646
2008	3210000000	-12.295
2009	4160000000	29.595
2010	1910000000	-54.0865

Moyenne des taux de croissance annuel	8.3349
---------------------------------------	--------

Source : DPC/DGAE/ MEF 2011

Graphique n°4 : Evolution du taux de croissance des dépenses totales agricoles



2.1.4 Contribution du secteur agricole à l'économie nationale

Le Produit Intérieur Brut Agricole (PIBA) à prix constant a constamment baissé de 2006-2008, passant de 31% en 2006 à 29,89% en 2008, soit un recul de 0,97% (INSAE), 2008. Le PIBA à prix constant a évolué en sens inverse du PIB avec un taux d'accroissement

décroissant qui est passé de 5,6% en 2006 à 4,2% en 2007 puis à 4,4% en 2008, tandis que le taux d'accroissement du PIB a augmenté pour passer de 3,8% en 2006 à 4,6% en 2007 puis 5,3% en 2008. Cette situation correspond à celle d'une économie dynamique dont le secteur agricole fournisseur de la matière première propulse les secteurs secondaire et tertiaire et les rend plus productifs. De même, le PIBA par tête a connu une évolution croissante de 2005 à 2008, passant de 466820 FCFA en 2005 à 517927 FCFA en 2008 soit une hausse annuelle moyenne de 3,5% globalement supérieur au taux croissance démographique (3,2%). Ce qui donne la preuve que le secteur agricole crée de la richesse.

La contribution du PIBA au cours de l'année 2007 est de 31,4% contre 32,4% en 2006, soit une régression d'un point qui traduit, à priori, une insuffisance de performance du secteur au regard des résultats attendus (INSAE 2007). Cette situation résulte entre autres de la performance enregistrée dans les autres secteurs de l'économie nationale, d'une insuffisance de productivité, de la faiblesse des activités de transformation et d'une tendance à la baisse de superficie. La contribution du PIBA calculée au cours des facteurs en 2006 est évaluée à 33,2 contre 32,3% en 2005 soit une progression de 1% environ dû surtout à l'accroissement de la production cotonnière de 29,93% en 2006 par rapport à 2005 (INSAE 2007). Ainsi, le secteur agricole a contribué pour 2,5 point à la croissance du PIB qui est évalué à 4,1% pour 2006, soit environ 61%. Sur la base des données relatives à la balance de paiement de 2007, il ressortit que la contribution du secteur agricole aux recettes d'exportation Free on Board (FOB) en 2006 était de 67,5 milliard de FCFA sur une recette totale hors valeur des réexportations, de 139,4 milliard de FCFA soit 48% contre 61,77% en 2005. Cette situation fait apparaître au recul de 13,77% en 2006 par rapport à 2005 dû à une baisse importante de la contribution de la filière cotonnière dont l'accord n'est que d 51,5 milliard de FCFA en 2006 contre 93 milliard de FCFA en 2005.

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Tableau n°2 : Croissance économique et dépenses publiques sous tendance actuelle.

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Taux de croissance en %
PIB en milliard de FCFA								
Secteur agricole	586.5	632.9	660.6	663.5	690.3	742	298.0	3.8
Secteur non agricole	938.4	1029.7	1106.6	1202.0	1230.7	1324.9	1416.8	5.0
Global	1525.0	1662.7	1767.1	1865.6	1168.7	2067.1	2214.8	4.2
Dépense en milliard de FCFA								
Secteur agricole	19.5	20.2	20.6	20.8	23.7	22.4	28.5	4.6
Secteur non agricole	160.8	191.5	238.4	225.9	258.8	282.9	330.5	18.2
Totales	180.3	211.7	259.0	246.7	282.5	305.3	359.0	16.3
Pourcentages%								
Dép. Ag/Dép. tot	10.8	9.5	8.0	8.4	8.4	7.3	7.9	
Dép. Ag/PIB Ag	3.3	3.2	3.3	3.1	3.4	3.0	3.6	
Dép. tot /PIB	11.8	12.7	14.7	13.2	14.7	14.8	16.2	

Source: ECOWAP/PDDAA Bénin 2011

**SECTION 2 : ANALYSE STATISTIQUE DES DONNEES ECONOMETRIQUES DU
MODELE**

Nous avons estimé notre modèle par la méthode des Moindres Carres Ordinaires (MCO). Mais au préalable les tests sur les données temporelles ont été effectués. Il s'agit notamment des récents tests de stationnarité et de cointégration.

2.2.1 Etude de stationnarité des séries

Avant le traitement d'une série temporelle ; il convient d'en étudier les caractéristiques stochastiques. Parmi celles-ci on peut citer notamment l'étude de la stationnarité de la série. Par définition ; une série temporelle est dite stationnaire si la moyenne et sa variance sont constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes de temps ne dépend que de la distance ou de l'écart entre ces deux périodes et non pas du moment auquel la covariance est calculée. Une telle série temporelle est qualifiée de faiblement stationnaire. Cette définition se traduit comme suit :

Pour une série Y_t :

Moyenne : $E(Y_t) = \mu$

Variance : $V(Y_t) = E (Y_t - \mu)^2 = \delta^2$

Covariance : $Cov (Y_t, Y_{t+k}) = [(Y_t - \mu) (Y_{t+k} - \mu)] = \rho_k$

Il existe plusieurs tests pour détecter la stationnarité d'une série. Nous utiliserons le plus usuel dans les travaux empiriques, à savoir, le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) ; mais elle s'appréhende en première approximation par l'allure de la fonction d'auto corrélation et sa représentation graphique : le correlogramme. La mise en œuvre de ce texte passe par trois différents modèles de base que sont :

Model : modèle sans constante ni tendance

En conséquence, la lecture des résultats du test se fait en deux étapes :

La significativité ou nom du trend : Elle est appréciée à partir de la statistique calculée ou la probabilité attachée à cette statistique (elle est comparée à 5%)

La présence ou non de racine unitaire : A cet effet, on teste l'hypothèse nulle H_0 contre l'hypothèse alternative H_1

H_0 : Présence de racine unitaire ($\mu=0$)

H1 : Absence de racine unitaire ($\mu < 0$).

La règle de décision est la suivante :

Si ADF Test statistic > Critical Value (Value critique) alors on accepte H0 : la série étudiée est dite non stationnaire.

Si ADF Test statistic \leq Critical Value (Value critique) alors on accepte H1 : la série étudiée est dite stationnaire.

Si les séries ne sont pas stationnaires, mais toutes intégrées du même ordre, nous allons procéder à un test de cointégration et recourir à une représentation à correction d'erreurs qui fournit des relations entre les relations à court et à long terme. Tous les tests d'ADF sont effectués au seuil de 5%

Tableau3 : Les résultats du test de stationnarité de Dickey-Fuller

Variables	EN NIVEAU		EN DIFFERENCE PREMIER		RESULTATS DE L'ORDRE D'INTEGRATION
	ADF statistique	Valeur critique à 5%	ADF statistique	Valeur critique	
LPIB	-2.607044	-2.9527	-6.017016	-2.9558	I(1)
LDEPAG	-0.770135	-2.9527	-3.788412	-2.9558	I(1)
LINVP	-2.743968	-2.9527	-5.986065	-2.9558	I(1)
OUVY	-2.847125	-2.9527	-5.551408	-2.9558	I(1)
LAPD	-2.548165	-2.9527	-5.809569	-2.9558	I(1)
LDPE	-2.237966	-2.9527	-5.710346	-2.9558	I(1)

Source : Réaliser par l'auteur à partir des résultats sous Eviews

L'Analyse des résultats du tableau montre qu'aucune des variables n'est stationnaire en niveau au seuil de 5% ; elles présentent donc toutes des racines unitaires. Elles sont par contre tous stationnaires en différence première au seuil de 5% car la valeur de toutes les variables de la statistique de DICKER-FULLER théorique calculées est supérieure à la valeur absolue de la valeur critique de MACKINNON au Seuil de 5%. Ces résultats nous amènent alors à faire le test de cointégration.

2.2.2 Etude de la cointégration des variables

Le concept de cointégration fournit un cadre théorique de référence pour étudier les situations d'équilibre et de déséquilibre qui prévalent respectivement à long et à court terme. Si les variables sont intégrées, elles admettent une spécification dynamique de type correction d'erreur, qui transforme le problème initial de régression sur les variables non stationnaires. La cointégration permet d'identifier la relation véritable entre deux variables en recherchant l'existence d'un vecteur de cointégration et éliminant son effet, le cas échéant. Deux séries Y_t et X_t sont dites cointégrées si les deux conditions suivantes sont vérifiées

. Les deux séries sont affectées d'une tendance stochastique de même ordre d'intégration : $Y_t \rightarrow I(d)$ et $X_t \rightarrow I(d)$;

. Une combinaison linéaire de ces séries permet de se ramener à une série d'ordre d'intégration inférieur : $\alpha_1 Y_t + \alpha_2 X_t \rightarrow (d-b)$ avec $d \geq b > 0$. $[\alpha_1 \ \alpha_2]$ est appelé vecteur de cointégration.

Deux tests de cointégration sont généralement utilisés : le test de Engle et Granger (1987) et celui de Johansen (1988). Un modèle accélérateur-coût de facteur.

Avec une fonction de production du type Cobb-Douglas, Jorgensen dérive une spécification hybride qui constitue, aujourd'hui encore, la base des principaux modèles économétriques d'investissement. Le niveau du stock de capital désiré est déterminé par deux éléments principaux. Une variable des prix relatifs (investissement relié au capital) et une variable réelle (la demande, saisie par production), jouant un rôle d'accélération.

La limite principale de ces modèles demeure l'absence d'une prise en compte explicite de l'incertitude dans la décision d'investissement. Mais dans le cadre de notre étude, nous nous limiterons à celui de Engle et Granger parce que toutes les variables du modèle étant stationnaire en différence première. En effet, ce test se déroule en deux étapes :

La première étape consiste à tester l'intégration des séries. Une condition nécessaire de cointégration est que les séries soient intégrées de même ordre. Dans le cas contraire de cointégration n'est pas possible et la procédure s'arrête à cette étape.

La seconde étape consiste, quant à elle, à estimer par les MCO la relation de long terme entre les variables :

$$Y_t = \beta + \lambda X_t + \varepsilon_t$$

Pour que la relation de cointégration soit acceptée, il faut que le résidu de la régression de Y sur X soit stationnaire. Il suffit donc de procéder à un test de stationnarité sur le résidu du modèle de long terme est consigné dans le tableau suivant :

Variabes	ADF statistique	Valeur critique à 5%	Ordre d'intégration
Résidu 02	-3.089418	-2.9527	I(0)

Source : Réalisé par l'auteur sous le logiciel E-views

Notes : I(0) signifie que la variable est stationnaire en niveau et qu'elle est intégrée d'ordre 0. Le résidu étant stationnaire en niveau, on accepte l'hypothèse de présence de relation de cointégration. La cointégration ayant été prouvée, nous utiliserons donc un modèle à correction d'erreur (MCE).

La méthode utilisée est celle à deux étapes de Engle et Granger :

Etape 1 : on estime le modèle de long terme par les MCO entre les variables cointégrées du modèle et on génère les résidus du modèle

Etape 2 : les résidus recueillis sont retardés d'une période et introduits dans le modèle de court terme

2.2.3 Estimation économétrique du modèle de long terme

Les résultats de l'estimation du modèle de long terme sont consignés dans le tableau n°10 ci-dessous :

Tableau : Résultat de l'estimation du modèle de long terme

Variabes	Coefficients	Std-error	t-statistic	Probabilités
C	3.499527	1.993455	1.75508	0.0901
LDEPEG	-0.2035447	0.079599	-2.557145	0.0163
LINVP	0.655306	0.104683	6.259899	0.0000
OUVY	-0.008771	0.003980	-2.203627	0.0359
DUM	0.218878	0.206341	1.060757	0.2979
LAPD	0.606654	0.135969	4.461718	0.0001
LDPE	-0.271235	0.090655	-2.991961	0.0057

R-squared = 0.997018	Men dependent var = 35.52404
Adjusted R-squared = 0.996397	S.D dependent var = 3.883427
S.E of regression = 0.233699	Akaike info criterion = 0.107293
2umsquared resid = 1.529230	Schwarz criterion = 0.418363
Log likelihood = 5.122366	F-statistic = 1560.077
Durbin- Watson stat = 0.871543	Prob(F-statistic) = 0.00000

Source : Résultat de nos estimations à l'aide du logiciel Eviews 5.0

Le modèle le long s'écrit alors :

$$LPIB = 3,499527 - 0,203547LDEPAG + 0,008770UVY + 0,218878DUM + 0,606654LAPD - 0,271235LDPE.$$

Qualité de la régression

- De l'estimation du modèle de long terme, il ressort que le modèle a un bon pouvoir explicatif de la variation du PIB. En effet, 99% de la variabilité du PIB est expliqué par les variations des variations prises en compte dans le modèle ($R^2= 0.99$)
- Test hétéroscédasticité de White

Le résultat du test hétéroscédastisé est présenté dans le tableau suivant :

Tableau n°7 : Synthèse des résultats du test d'hétéroscédasticité de White

Probabilité	0.081562
Décision	Le modèle est homocédastique

Source : Réaliser par l'auteur à partir des résultats sous Eviews

De ce tableau il ressort que le modèle est homocédastique car probabilité de la statistique associée est supérieure à 5%.

- Test d'auto corrélation des erreurs

Les résultats du test d'auto corrélation des erreurs du modèle sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Probabilité	0.081562
Décision	Le modèle est homocédastique

Source : Réalisé par l'auteur des résultats sous Eviews

Les erreurs sont non corrélées car la probabilité obtenue après estimation est supérieure à 5%.

Voir les annexes pour résultats détaillés

➤ Test de normalité des erreurs

Le résultat de Jacques-Berra appliqué au modèle est résumé dans le tableau suivant :

Tableau Synthèse des résultats du test de normalité

Probabilité	0.0408614
Décision	La distribution est normale

Source : Réalisé par l'auteur à partir des résultats sous E-views. Voir annexe pour les résultats détaillés

La valeur de la probabilité (prob= 0.408614%) attachée à la valeur de cette variable est supérieure à 5%. Alors les erreurs du modèle suivent une loi normale

➤ Test de significativité

Les résultats du test de significativité des variables du modèle sont consignés dans le tableau ci-dessous. Quant à la significativité globale du modèle, elle est déterminée à travers la valeur « prob (F-Statistic) » qui doit être inférieure à 5%

Tableau n°4 : Synthèse des résultats du test de significativité des variables

Variabes	Coefficients	Probabilités	Significativité au seuil de 5%
LDEPAG	-0.203547	0.0163	Significative
LINVP	0.655306	0.0000	Significative
OUVY	-0.008771	0.0359	Significative
LAPD	0.606654	0.0001	Significative
LDPE	-0.271235	0.0057	Significative

Source : Réaliser par l'auteur à partir des résultats sous Eviews

De l'analyse de ce tableau, il résulte que toutes les variables explicatives du modèle que sont : les dépenses totales agricoles, l'investissement public, l'ouverture commerciale, l'aide

publique aux développements et la dette publique extérieure apparaissent respectivement avec des probabilités de : 0.0163, 0.0000, 0.0359, 0.0001 et 0.0057 ;

Toutes inférieures à 5%. D'autre part, la lecture des coefficients associée à chaque variable explicative permet de déduire que seul l'investissement public et l'aide publique au développement ont un impact positif significatif sur la croissance du PIB. Quant aux dépenses totales agricoles, l'ouverture commerciale et la dette publique extérieur ; elles sont significatives au seuil de 5% mais n'ont pas d'impact positif sur la croissance du PIB.

De plus la probabilité de la statistique de Fisher est 0.000000 inférieur à 5%. Donc le modèle de long terme est globalement significatif.

➤ Test d'omission des variables de Ramsey

Le test d'omission de variables de Ramsey permet de savoir si le modèle souffre d'omission des variables importantes. Le résultat du test révèle que la probabilité de la statistique de Fisher (0.5689706) est supérieure à 5%. Le modèle ne souffre donc pas d'omission de variables importantes. (Voir annexe n° 3)

➤ Test de stabilité des variables

La stabilité du modèle est testée à l'aide du test de CUSUM et CUSUM carré. Ce test montre que les courbes respectives CUSUMS et CUSUM carré de stabilité ne coupe pas le corridor. Nous pouvons conclure que le modèle est structurellement stable sur chacun de ces tests (voir annexe n°3)

2.2.4 Estimation économétrique du modèle de court terme

Les résultats de l'estimation économétrique du modèle du court terme sont consignés dans le tableau n°5 ci-dessous.

Tableau n°5 : Résultat de l'estimation du modèle de court terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-statistic	Prob
C	0.798246	1.319921	0.604768	0.5518
D(LDEPAG)	0.177616	0.089283	1.989366	0.0598
D(LINVP)	0.289869	0.080391	3.605753	0.0017
D(OUVY)	-0.00418	0.002305	-1.782327	0.0892
DUM	0.238228	0.123045	1.936099	0.0664
D(LAPD)	0.422227	0.080054	5.274252	0.0000
D(LDPE)	0.301798	0.095084	3.174009	0.0046
LPIB(-1)	-0.250273	0.101497	-2.465816	0.0224
LDEPAG(-1)	-0.040199	0.051463	-0.781128	0.4434
LINVP(-1)	0.254973	0.081564	3.126053	0.0051
OUVY(-1)	0.000703	0.002806	0.250617	0.8045
LAPD(-1)	0.090741	0.119735	0.757849	0.4570
LDPE(-1)	-0.106216	0.067104	-1.582850	0.1284
R-squared	0.999558	Mean dependent var		-0.303147
Ajusted R-squared	0.999306	S.D. dependent var		4.129315
S.E of regression	0.108821	Akaike info criterion		-1.315354
Sum squared resid	0.248683	Schwarz criterion		-0.731746
Log likelihood	35.36102	F-statistic		3957.949
Durbin-Watson stat	2.197530	Prob(F-statistic)		0.000000

Source : Résultat de nos estimations à l'aide du logiciel Eviews 5.0

➤ **Qualité de la régression.**

Le coefficient de régression $R^2 = 0.999558$ montre que la qualité de la régression est bonne. Ce qui traduit que le PIB est expliqué à 99% par les variables explicatives du modèle. De plus, la probabilité de la statistique de Fisher est 0.000000 inférieur à 5%. donc le modèle de court terme est globalement significatif.

➤ **Test d'hétéroscédasticité de white**

Le résultat du test d'hétéroscédasticité est présenté dans le tableau suivant :

Tableau : Synthèse des résultats du test d'hétéroscédasticité de white

Probabilité	0,1381731
Décision	Le modèle est homoscédastique

Source : réalisé à partir des résultats sur Eviews

De ce tableau, il ressort que le modèle est homoscédastique car la probabilité est supérieure au seuil de 5% Voir annexe pour le résultat détaillé.

➤ **Test d'autocorrélation des erreurs**

Les résultats du test d'autocorrélation réalisé sur le modèle de court terme sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau : Synthèse des résultats du test d'autocorrélation des erreurs

Probabilité	0,397060
Décision	Les erreurs sont non corrélées

Source : réalisé par l'auteur à partir des résultats sur Eviews

Les erreurs sont non corrélées car la probabilité obtenue après estimation est supérieure à 5%.

Voir annexe pour les résultats détaillés.

Test de normalité des erreurs.

Le résultat du test de Jarque- Berra appliqué au modèle est résumé dans le Tableau suivant :

Tableau : synthèse des résultats du test de normalité des erreurs

Probabilité	0,691911
Décision	La distribution est normale

Source : réalisé par l'auteur à partir des résultats sur EViews. Voir annexe pour les résultats détaillés

La valeur de la probabilité (prob = 0,691911) attachée à la statistique de cette étude est supérieur à 5%. Alors, les erreurs du modèle suivent une loi normale.

Test de significativité

Les résultats du test de significativité des variables du modèle sont consignés dans le tableau ci-dessous. Quant à la significativité globale du modèle, elle est déterminée à travers la valeur <<prob (F-statistic)>> qui doit être inférieur à 5%.

Tableau : Synthèse des résultats du test de significativité des variables

Variables	Coefficient	Probabilités	Significativités aux seuils de	
			5%	10%
LINVP	0,289869	0,0017	Significative	
LAPD	0,422227	0,0000	Significative	
LDPE	0,301798	0,0046	Significative	
LDEPAG	0,177616	0,0598		significative
OUVY	-0,004108	0,0892		significative

Source : Réalisé par l'auteur à partir des résultats sous Eviews.

De l'analyse des résultats de ce tableau, il résulte d'une part que les variables explicatives du modèle que sont : les dépenses totales agricoles et l'ouverture commerciale apparaissent respectivement avec les probabilités de 0,0598 et 0,0892 ; elles sont donc significatives au seuil de 10%. Quant à l'investissement public, l'aide publique au développement et à la dette publique extérieure, elles apparaissent respectivement avec des probabilités de : 0,0017, 0,0000 et 0,0046 ; elles apparaissent respectivement avec des probabilités associés étant tous inférieur à 5%. D'autres parts, la lecture des coefficients associés à chaque variable explicative permet de dire qu'à l'exception de la dette publique extérieure et du taux d'ouverture commerciale qui n'a pas les signes attendus. Nous pouvons ainsi donc conclure que les dépenses totales agricoles, l'investissement public, l'aides publique au développement et la dette publique extérieure ont tous un impact positif significatif sur l la croissance du PIB tandis que le taux d'ouverture commerciale a un impact négatif et significatif sur la croissance du PIB.

De plus les résultats de l'estimation du modèle nous permettent de dire que le modèle est globalement significatif car la probabilité de la statistique de Fisher (0,000000) est inférieure à 5%.

Test d'omission des variables de Ramsey

Le test d'omission de variable de Ramsey permet de savoir si le modèle souffre d'omission de variable de variables importantes. Le résultat du test révèle que la probabilité de la statistique de Fischer (0.664201) est supérieure à 5%. Le modèle ne souffre donc pas d'omission de variables importantes. (Voir annexe n° 4)

Test de stabilité des variables

La stabilité du modèle est testée à l'aide du test de CUSUM et CUSUM carré. Ce test montre que les courbes respectives de CUSUM et CUSUM carré de stabilité ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure que le modèle est structurellement stable sur chacun de ces tests. (voir annexe n° 4)

2.2.5 Analyse des résultats et validation des hypothèses

2.2.5.1- Analyse des résultats

Dans l'équation explicative de la croissance du produit intérieur brut (PIB) à long terme, les variables sont toutes significatives au seuil de 5% sauf la variable indicatrice qui n'est pas elle-même significative. Les signes attendus de la revue de littérature sont ceux obtenus après l'estimation avec les variables comme l'investissement public, l'aide publique au développement (avec les signes positifs) et la dette publique extérieure (avec un signe négatif) tandis que les dépenses totales agricoles et l'ouverture commerciale donnent des signes contraires à ceux prévus.

De l'estimation du modèle de court terme, il en résulte que les dépenses totales agricoles, l'investissement public, l'aide publique au développement et la dette publique extérieure ont un effet positif et significatif sur le niveau de la croissance du PIB au Bénin. Toutefois **l'ouverture commerciale** a un effet significatif sur la croissance du PIB.

Les dépenses totales agricoles : ont un effet positif sur la croissance du PIB, présentent un coefficient de 0,177616 significatif au seuil de 10% et dont le signe obtenu est celui attendu. Une hausse d'une unité des dépenses totales agricoles suscite une augmentation de 0,17 unité de la croissance du PIB. Ce résultat s'explique par le fait que l'agriculture constitue la base du développement économique ; c'est –à-dire la première activité économique du Bénin. EN effet, le secteur agricole contribue à lui seul à 33% à la formation du PIB, emploie près de

70% de la population active béninoise et fournit plus de 95% des recettes d'exportation. La filière coton demeure l'activité dominante, représentant à elle seule 13% du PIB et 35% des rentrées fiscales (CAPOD 2000), 85% des recettes d'exportation. Tout ceci montre le rôle joué par l'agriculture dans la croissance du PIB.

L'investissement public: a un effet positif sur la croissance à long terme comme à court terme où il présente un coefficient de 0,289869 significatif au seuil de 5% et dont le signe obtenu est celui attendu. Une hausse d'une unité de l'investissement entraîne une augmentation de 0,28 unité de la croissance du PIB. Ce résultat montre le rôle pertinent joué par l'investissement public dans le processus la croissance économique; il permet de mettre en place des capacités de production nouvelle afin d'accroître l'investissement total et constitue le cœur de toute activité économique et du développement. Une croissance de ce dernier induit ainsi donc une hausse de la croissance du PIB.

L'aide public au développement: a un coefficient positif et significatif à court terme comme à long terme. Pour un pays en voie de développement comme le Bénin, elle joue un rôle important dans la croissance du PIB car une appréciation d'une unité de celle induit respectivement un accroissement du PIB de 0,42 unité à court terme et de 0,60 unité à long terme. Ces résultats s'expliquent par le fait que les APD constituent presque la totalité des fonds engagés dans l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement. Pour l'ONU, l'aide publique au développement devrait doubler afin de remplir les huit (08) objectifs du millénaire pour le développement. Les pays développés devraient consacrer 0,7% de leur revenu national brut à l'APD.

La dette publique au développement : la théorie économique que deux conceptions ont toujours été opposées en matière de financement de la croissance par une dette publique. Des résultats de nos estimations, il ressort que la dette publique extérieure a un effet négatif et significatif sur la croissance à long terme et a un effet positif et significatif sur la croissance dans le court terme. Une augmentation d'une unité de cette dernière à long terme induit une diminution de 0,27 unité de la croissance du PIB tandis qu'une appréciation d'une unité de celle-ci à court terme induit dans le même sens une augmentation de 0,30 unité de la croissance du PIB. Théoriquement, la dette extérieur peut avoir un effet positif sur l'accumulation du capital physique et donc sur la production. L'effet positif de la dette sur le niveau de production au Bénin peut s'expliquer de diverses manières. Comme le fait remarquer Fosu (1999), la dette extérieure peut affecter directement la croissance économique par le biais de la productivité des investissements. La dette extérieure est généralement

utilisée pour réaliser des investissements publics. Ces investissements publics facilitent et améliorent la production. On a besoin de la route pour transporter les produits agricoles de la ferme au marché et du marché à l'usine. De même un investisseur a besoin de s'assurer de la présence de l'énergie électrique dans la zone où il désire investir. Tous ces investissements sont des investissements lourds qui peuvent être réalisés que par l'Etat. La réalisation de ces investissements dans un pays est presque entièrement assurée par la dette extérieure.

2.2.5.2 Validation des hypothèses

Au terme de l'analyse des résultats de nos estimations, il devient impératif de tester les hypothèses que nous avons formulées au début de cette recherche.

Validation de l'hypothèse H1 :

Hypothèse H1 : « les dépenses totales agricoles du Bénin ont en moyenne augmenté de 1985 à 2014 » est validée car la moyenne des taux de croissance annuels des dépenses totales agricoles est positive (8.3349) comme le montre le tableau n°8 en annexe

Validation de l'hypothèse H2 :

Hypothèse H2 : « les dépenses totales agricoles ont un effet positif et significatif sur la croissance du PIB » n'est pas validée. En effet, les dépenses totales agricoles exercent un effet négatif et significatif à long terme sur la croissance du PIB tandis qu'à court terme, elles exercent un effet positif et significatif sur la croissance du PIB.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'étude des variables explicatives de la croissance à travers les dépenses agricoles au Bénin, nous permet de formuler des politiques qui, de par leur adoption pourront renforcer la productivité du secteur agricole et fournir au pays les ressources nécessaires pour le relèvement de l'activité économique. Dans son rapport sur le développement dans le monde (rapport 2007-2008), la banque mondiale préconisait d'investir d'avantage dans l'agriculture et de placer le secteur au centre des efforts de développement pour pouvoir atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié dans les années à venir la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim.

La présente étude s'est intéressée à l'analyse des effets des dépenses agricoles sur la croissance économique au Bénin. Elle s'est essentiellement appliquée à l'analyse de l'influence des dépenses totales agricoles sur la croissance du PIB. Pour y parvenir, nous avons procédé à l'estimation économétrique d'un modèle de PIB en utilisant des séries annuelles entre 1974 et 2014.

En premier lieu, nous avons procédé au test de diagnostic. L'ordre d'intégration des variables a d'abord été déterminé à l'aide des tests de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) ; les résultats de ce test ont montré que les variables ne sont pas stationnaires en différence première. Aussi, il a été effectué l'étude de la présence de cointégration, avec le test d'Engle et Granger qui nous a permis d'écrire un modèle à correction d'erreur.

Nous avons procédé en deuxième lieu au test de validation du modèle. il s'agit des tests : de significativité globale de Fischer, qui a stipulé que le modèle est globalement significatif, et que la qualité de la dégression du modèle est relativement bonne ; de Ramsey qui a montré que le modèle ne souffre pas d'omission de variables importantes ; d'hétéroscaticité de White qui a ressorti que les erreurs sont homocédastique ; de CUSUM et CUSUM carré qui a témoigné de la stabilité du modèle ; d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey qui a retracé que les erreurs ne sont pas auto corrélées ; de normalité de Jarque-Berra ayant permis de conclure que les erreurs suivent une loi normale. Il ressort de l'estimation que les cinq (05) variables du modèle de long terme sont toutes significatives au seuil de 5% (LDEPAG, LINVP, OUVY, LAPD et LDPE)

Les résultats obtenus dans cette étude sont en partie en conformité avec les travaux empiriques effectués dans le domaine. En effet, les dépenses agricoles ont un effet positif et significatif sur la croissance du PIB à court terme, tandis qu'à long terme, elles ont un impact

négatif significatif sur la croissance du PIB. Ceci s'explique par le fait que financement accordé à ce secteur moteur de l'économie nationale reste insuffisant pour soutenir l'économie nationale sur le long terme ; l'investissement public et l'aide publique au développement par contre ont un effet positif dépenses et significatif à court comme à long terme tandis que l'ouverture quant à elle a une incidence négative à court comme à long terme. Au regard de ces résultats, les autorités politiques de notre pays se doivent d'appliquer des politiques plus efficaces afin de permettre à l'agriculture de jouer le rôle d'une puissance agricole dynamique au service du développement, vecteur de croissance et de compétitivité afin de réaliser la « révolution verte » prônée par les autorités publiques.

Au regard de tout ce qui précède, nous formulons les recommandations suivantes aux pouvoirs publics

Les dépenses agricoles du Bénin étant essentiellement axées sur la filière coton et ses dérivées, pour augmenter les recettes d'exportation et tirer d'avantage profit de ces dernières, il est absolument nécessaire de procéder aux investissements nécessaires au développement non seulement du secteur primaire mais aussi de tous les autres secteurs productifs.

Il importe que le gouvernement élabore et mette en œuvre une politique d'investissement public (PIP) axée sur le développement de nouvelles filières agricoles, afin de promouvoir les exportations d'autre produit autre que le coton dont les couts mondiaux ne font que baisser de plus en plus. Mais les investissements publics resteront toujours insuffisants. C'est pourquoi, la création des conditions de l'environnement propice aux investissements étrangers directs est indispensable (mise en œuvre des mesures incitatives). L'avènement du TEC doit être une raison supplémentaire pour chercher à tirer les investissements productifs sans lesquels nous n'aurons pas grande chose à échanger avec les autres si ce n'est que de consommer leur produit.

Un intérêt particulier doit être accordé à la recherche agricole (réformes, moyens et mise en œuvre conséquente) pour qu'elle puisse fournir au secteur primaire des technologies compétitives. Ceci rendrait les investissements dans le secteur, plus productifs. Il est aussi indispensable de développer les infrastructures dans tous les domaines (transports, communication, éducation, santé etc...) pour inciter les partenaires au développement de notre pays en général et en particulier ceux du monde rural , autre que l'Etat à investir dans la promotion des structures d'exportation agricole pour une croissance plus soutenue du secteur. Plus on injecte des dépenses supplémentaires dans le secteur, plus la production nationale

augmente ; l'effet sur les exportations agricoles sera remarquable qui à son tour aura un effet plus sensible sur la croissance économique de la population.

Promouvoir d'avantage les industries de transformation des produits agricoles dans notre pays pour apporter une valeur ajoutée à nos produits agricoles qui, pour la plupart, sont exportés brut ou sous forme très partiellement transformés. Une création de la valeur ajoutée sur place aura d'autres répercussions intéressantes sur l'économie comme par exemple la création de nouveaux emplois, l'utilisation de matériaux locaux.

Veiller à ce que les prix fixés aux producteurs soient des prix encourageants et non des prix non incitatifs. Aussi, des crédits agricoles permettant d'avoir accès aux technologies, aux intrants sont-ils à encourager.

Toutes ces actions en faveur de l'agriculture doivent concourir à sa prospérité et donc à la croissance. L'accroissement du revenu des agriculteurs stimule la demande de biens et services de consommation. La diversification de la production agricole s'avère aussi nécessaire car elle permettra de répartir les risques de détérioration des termes de l'échange sur plusieurs produits. Le pays présente un éventail de possibilités à travers notamment l'ananas, les noix de cajou et les crevettes.

Il convient également de revoir la structure des importations et de donner priorité à celles qui renforcent l'appareil productif national. Il faut toutefois faire attention à ce que les importations des produits de base ne soient pas fortement taxées. Bien au contraire une réduction des taxes sur les importations des produits de base diminue les prix sur le marché. Ce qui augmente le pouvoir d'achat des populations, en particulier des populations pauvres et par conséquent accroît leur consommation. Des efforts doivent être faits pour développer la production non exportable afin de substituer à certaines importations. Ce qui permet d'assurer la sécurité alimentaire de la population et donc de réduire les effets des crises éventuelles sur la population.

Mettre en œuvre les politiques visant à améliorer les rendement du secteur agricole ; définir une politique agricole plus efficace donnant les bonnes directives ; mettre en application les résolutions issues du sommet des chefs d'Etat africains tenu à Maputo au Mozambique qui demande à ces derniers de consacrer 10% des budgets nationaux à l'agriculture ; résoudre les problèmes auxquels l'agriculture béninoise se trouve confrontée à savoir : (1) les difficultés d'accès au foncier, (2) la faible maîtrise de l'eau et de l'énergie, (3) l'enclavement des zones de production, (4) l'insuffisance et l'inadéquation des infrastructures de stockage appropriées,

(5) une mécanisation embryonnaire, (6) l'incomplétude des réformes institutionnelles et organisationnelles, (7) l'insuffisance et l'inadéquation du financement du secteur agricole ; poursuivre la mécanisation de l'agriculture et enfin mettre en application les différents documents élaborés dans le cadre de la relance du secteur agricole au Bénin .

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bourbonnais Régis (2000) : *Econométrie, Manuel et exercices corrigés* 3^e édition, Dunod, paris

CAPOD 2010 (Projet de Renforcement des Capacités en Conception et Analyse des Politiques de Développement: « *Politiques Macroéconomiques au Bénin* »): Progrès, limites et Perspectives, document de travail n°010/2010

MAEP (Centre d'Education à Distance) : mise en place d'un modèle d'équilibre pour l'analyse de la politique agricole (MAEP décembre 2009)

Cervantes-Godoy, D et J. Dewbre (2010), « importance économique de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté », Edition OCDE. Doi : 10.1787/5kmjw4vlp5km-fr.

CNUCED (2004) : Rapport 2004 sur les pays les moins avancés, commerce international et réduction de la pauvreté, conférence des Nations Unis sur le Commerce et le développement, New York et Genève.

DGAE, (2000) : Bilan et perspectives à court et moyen termes de l'économie nationale : les sources de la croissance économique, Cotonou, Ministère des Finances et de l'économie, République du Bénin

DGAE, (2001) : Bilan et perspectives à court et moyen terme de l'économie nationale : le financement de l'économie nationale, Ministère des Finances et de l'Economie, République du Bénin.

DOUCOURE (2007-2008) : Maitre-assistant à la faculté des sciences Economiques et de gestion, Université Cheikh Anta Diop de Dakar « Méthodes économétriques, cours et travaux pratiques » 5^e Edition.

KAKO Kossivi NUBUKPO (2003) « Dépenses publiques et croissance économétrique des économies de l'UEMOA » maison de publication

KEHO YAYA : Dépenses publiques et croissance en Côte d'ivoire : Une approche en termes de causalité (2007) Mankiw, Grégory N. (1999) : *Macroéconomie*, de Boeck 3^e Edition, Paris

Ministère Chargé de la Planification et du Développement : Programme d'action en faveur des pays les avancés pour la décennie 2001-2010 mise en œuvre des engagements par pays concerné, Rapport 2005 du Bénin

Développement (juillet 2003) : Premier rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

OROU BOKO Abdoulaye & Madji, Gaspard « Analyse des Effets de l'épargne intérieure sur l'investissement, la croissance et le bien-être au Bénin », Mémoire de maîtrise des sciences économiques option économie UAC, République de Bénin

Rapport de synthèse (2009) sur : Diagnostic du secteur agricole du pays : Dépenses publiques au Bénin

Revue des efforts de Développement dans le secteur agricole : République du Bénin, CEDEAO (ECOWAP), Union Africaine (NEPAD, PDDAA)

Riadh BEN JELILI(2000) : Dépenses publiques et croissance : une étude économétrique sur série temporelle pour la Tunisie

République du Bénin (1999) : Economie Béninoise (bilan et perspectives) Ministère Chargé du Plan de la Prospective et du Développement (MCPPD)

République du Bénin, 2002 : DOCUMENT de stratégie de Réduction de la Pauvreté, Cotonou

République du Bénin(2005) : Etude Diagnostique de l'intégration commerciale ; volume n°1 et 15

République du Bénin, Orientation stratégique de Développement 2006-2011, Cotonou

République du Bénin, Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP) 2007, Cotonou.

République de Mali (2008), stratégie de croissance accélérée au Mali sur la période 2008-2012

Silem Ahmed & Albertini Jean-Marie (2006) : Lexique d'économie, 9^e édition, Dallo

ANNEXE 1

A- ANALYSE STATISTIQUE DES DONNEES

Détermination de l'ordre d'intégration des variables

LPIB

En Niveau I(0) (intercept)

ADF Test Statistic	-2,607044	1% critical value	-3,6422
		5% critical value	-2,9527
		10% critical value	-2,6148

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

Première Différence I(1)

ADF Test Statistic	-6,017016	1% critical value	-3,6496
		5% critical value	-2,9558
		10% critical value	-2,6164

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

LDEPAG

En Niveau I(0)

ADF Test Statistic	-0,770135	1% critical value	-3,6422
		5% critical value	-2,9527
		10% critical value	-2,6148

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

Première Différence I(1)

ADF Test Statistic	-3,788412	1% critical value	-3,6496
		5% critical value	-2,9558
		10% critical value	-2,6164

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

LAPD

En Niveau I(0)

ADF Test Statistic	-2,548165	1% critical value	-3,6422
		5% critical value	-2,9527
		10% critical value	-2,6148

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

Première Différence I(1)

ADF Test Statistic	-5,809569	1% critical value	-3,6496
		5% critical value	-2,9558
		10% critical value	-2,6164

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

LDPE

En Niveau I(0)

ADF Test Statistic	-2,237966	1% critical value	-3,6422
		5% critical value	-2,9527
		10% critical value	-2,6148

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

Première Différence I(1)

ADF Test Statistic	-5,710346	1% critical value	-3,6496
		5% critical value	-2,9558
		10% critical value	-2,6164

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

LINVP

En Niveau I(0)

ADF Test Statistic	-2,743968	1% critical value	-3,6422
		5% critical value	-2,9527
		10% critical value	-2,6148

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Première Différence I(1)

ADF Test Statistic	-5,986065	1% critical value	-3,6496
		5% critical value	-2,9558
		10% critical value	-2,6164

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

OUVY

En Niveau I(0)

ADF Test Statistic	-2,847125	1% critical value	-3,6422
		5% critical value	-2,9527
		10% critical value	-2,6148

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

Première Différence I(1)

ADF Test Statistic	-5,551408	1% critical value	-3,6496
		5% critical value	-2,9558
		10% critical value	-2,6164

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

Tableau de synthèse des résultats de l'ordre d'intégration

Variables	En niveau		En différence Première		Ordre d'intégration
	ADF statistique	Valeur critique a %5	ADF statistique	Valeur critique a %5	
LPIB	-2,607044	-2,9527	-6,017016	-2,9558	I(1)
LDEPAG	-0,770135	-2,9527	-3,788412	-2,9558	I(1)
LINVP	-2,743968	-2,9527	-5,986065	-2,9558	I(1)
OUVY	-2,847125	-2,9527	-5,986065	-2,9558	I(1)
LAPD	-2,548165	-2,9527	-5,809569	-2,9558	I(1)
LDPE	-2,237966	-2,9527	-5,710346	-2,9558	I(1)

Notes : I(0) signifie que la variable est stationnaire en niveau et qu'elle est intégrée d'ordre 0.

I(1) signifie que la variable est stationnaire en différence première et qu'elle est intégrée d'ordre 1.

ANNEXE N°2

Test de cointégration

Test d'ADF sur le résidu

ADF Test Statistic	-3,089418	1% critical value	-3,6422
		5% critical value	-2,9527
		10% critical value	-2,6148

**MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.*

Variables	ADF statistique	Valeur critique à 5%	à l'ordre d'intégration
Résid02	-3,089418	-2,9527	I(0)

ANNEXE N°3

B- MCO MODELE DE LONG TERME

Dependent Variable : LPIB

Method : least Squares

Date : Time :

Sample: 1985 2014

Included observations: 40

Variable	Coefficient	Std error	t-statistic	Prob
C	3,499527	1,993455	1,755508	0,0901
LPDEPAG	-0,203547	0,079599	-2,557145	0,0163
LINVP	0,655306	0,104683	6,259899	0,0000
OUVY	-0,008771	0,003980	-2,203627	0,0359
DUM	0,218878	0,206341	1,060757	0,2979
LAPD	0,606654	0,135969	4,461718	0,0001

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

LDPE	-0,271235	0,090655	-2,991961	0,0057
R-squared	0,997018	Mean dependent Var		35,52404
Adjusted R-squared	0,996379	S.D.dependent var		3,883427
S.E. of regression	0,233699	Akaike info criterion		0,107293
Sum squared resid	1,529230	Schwarz criterion		0,418363
Log likelihood	5,122366	F-statistic		1560,077
Durbin-Watson stat	0,871543	Prob(F-statistic)		0,000000

$$LPIB = 3,499526981 - 0,2035471633*LADEPAG + 0,6553064294*LINVP - 0,008770811431*OUVY + 0,2188780415*DUM + 0,6066539516*LAPD - 0,2712352462*LDPE$$

Test d'hétéroskedasticity test:

White heteroskedasticity test:

F-statistic	2,336373	Probability	0,081562
Obs*R-squared	18,47026	Probability	0,07129

Probabilité **0,081562**

Décision Le modèle est homoscédastique

Test d'autocorrélation

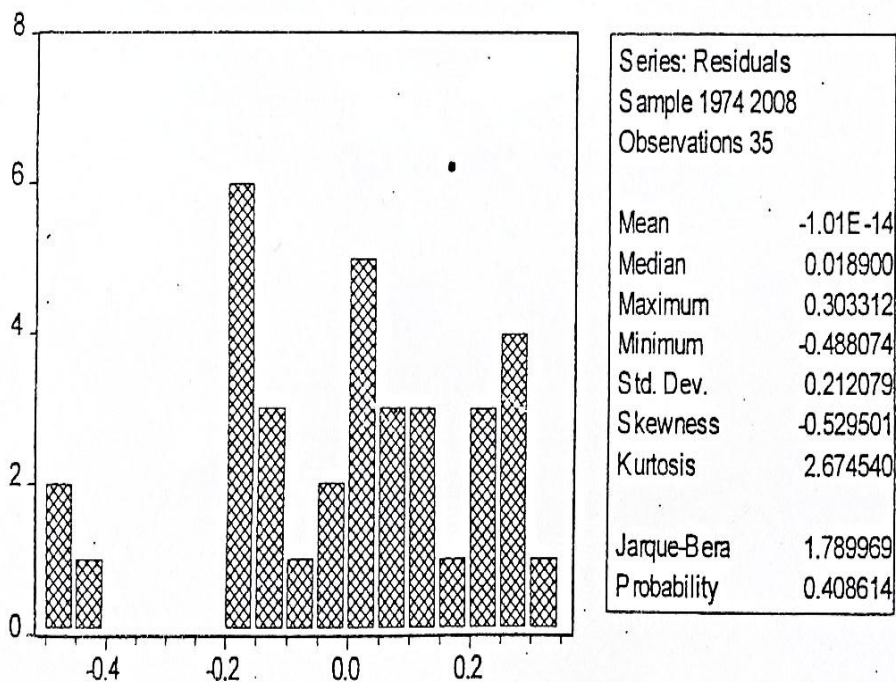
Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	6,914787	Probability	0,073908
Obs*R-squared	12,15266	Probability	0,062297

Probabilité **0,073908**

Décision Le modèle est homoscédastique

TEST DE NORMALITE DES ERREURS



Probabilité	0.408614
Décision	Les erreurs suivent une loi normale

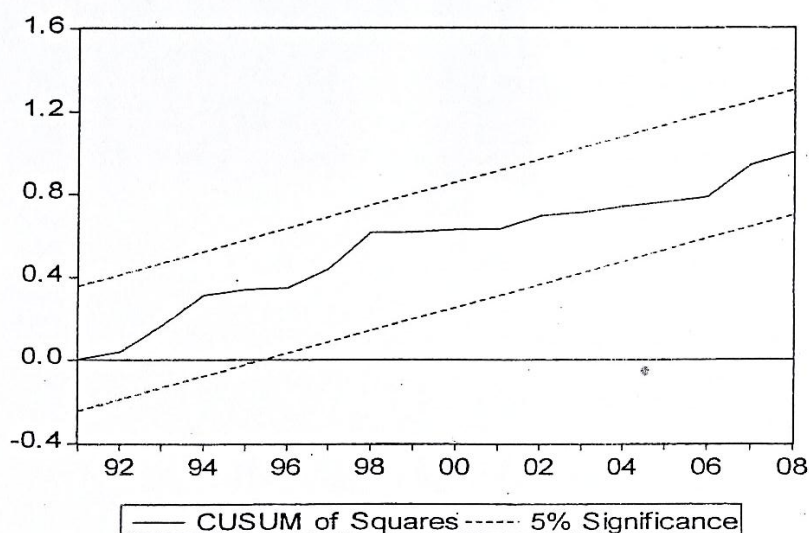
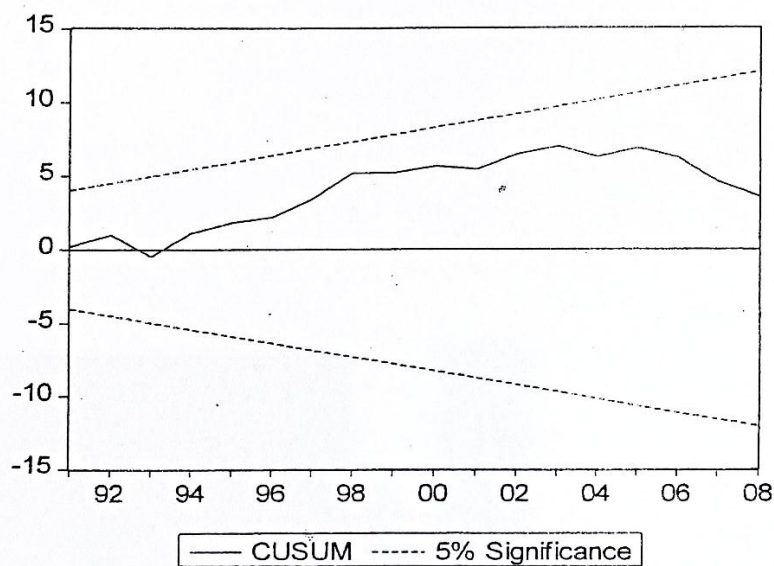
Test de Ramsey

Ramsey RESET Test

F-Statistic 0.162874 Probability 0.689703

log likelihood ratio 0.210499 Probability 0.646377

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN



Probabilité	0.689703
Décision	Il n'y a pas d'omission de variables

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

ANNEXE 4

C-MCE MODELE DE COURT TERME

Dependent Variable : D(LPIB)

Method :Least Squares

Date 25/03/2015 Times : 09 :00

Sample (adjusted) : 1975- 2008

Included Observations : 34 after adjusting endpoint

<u>Variable</u>	<u>Coefficient</u>	<u>Std. Error</u>	<u>t-statistic</u>	<u>Prob.</u>
C	0.198246	1.319921	0.604768	0.5518
D(LDEPAG)	0.177616	0.089283	1.989366	0.0598
D(LINVP)	0.289869	0.080391	3.605753	0.0017
D(OUVY)	-0.004108	0.002305	-1.782327	0.0892
DUM	0.238228	0.123045	1.936099	0.0604
D(LAPD)	0.422227	0.080054	5.274252	0.0000
D(LDPE)	0.301798	0.095084	3.174009	0.0046
LPIB(-1)	-0.250273	0.101497	-2.465816	0.0224
LDEPAG(-1)	0.040199	0.051463	-0.781128	0.4434
LINVP(-1)	0.254973	0.081564	3.126053	0.0051
LOUVY(-1)	0.000703	0.002806	0.250617	0.8045
LAPD(-1)	0.090741	0.119735	0.757849	0.4570
<u>LDPE(-1)</u>	<u>-0.106216</u>	<u>0.067104</u>	<u>-1.582850</u>	<u>0.1284</u>

R-Squared 0.999556 **Mean dependent var** 0.303147

Adjusted R-squared 0.999306 **S.D. dependent var** 4.129315

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

S.E of regression	0.108821	Akaike Info criterion	-1.15354
Sum Squared resid	0.248683	Schwarz criterion	0.731746
Log Likelihood	35.36102	F-statistique	3957.949
Durbin-Watson Stat	0.197350	Prob (F-Statistique)	0.00000

$$\begin{aligned} D(LPIB) = & 0.79824556448 + 0.1776158554 * D(DEPAG) + 0.2898694167 * D(LINVP) - \\ & 0.004108328031 * D(OUVY) + \\ & 0.2382275454 * DUM + 0.422271781 * D(LAPD) + 0.3017976971 * D(LDPE) - \\ & 0.2502728965 * LPIB (-1) - 0.04019904272 * \\ & LDEPAG (-1) + 0.2548726551 * LINVP (-1) + 0.0007031551343 * OUVY (-1) + \\ & 0.0907408489 * LAPD (-1) - 0.1062163605 * LDPE (-1) \end{aligned}$$

D- TESTS ECONOMETRIQUES DU MODELE DE COURT TERME

TEST D'HEROSCEDASTICITE

White Heteroskedasticity Test :

F-Statistic	2.982184	Probability	0.138173
Obs*R-Squared	29.67376	Probability	0.15899

Tableau 6 Synthèse des résultats du test d'hétéroscédasticité de White

Probabilité	0.138173
Décision	Le modèle est homocédastique

Source : Réaliser par l'auteur à partir des résultats sous Eviews

TEST D'AUTOCORRELATION

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test

F-Statistic	0.970063	Probability	0.397060
-------------	----------	-------------	----------

Obs*R-Squared **0.150139** **Probability** **0.20699**

Tableau 7 Synthèse des résultats du test d'autocorrélation

Probabilité	0.397060
Décision	Les erreurs sont non corrélées

Source : Réaliser par l'auteur à partir des résultats sous Eviews

TEST DE NORMALITE

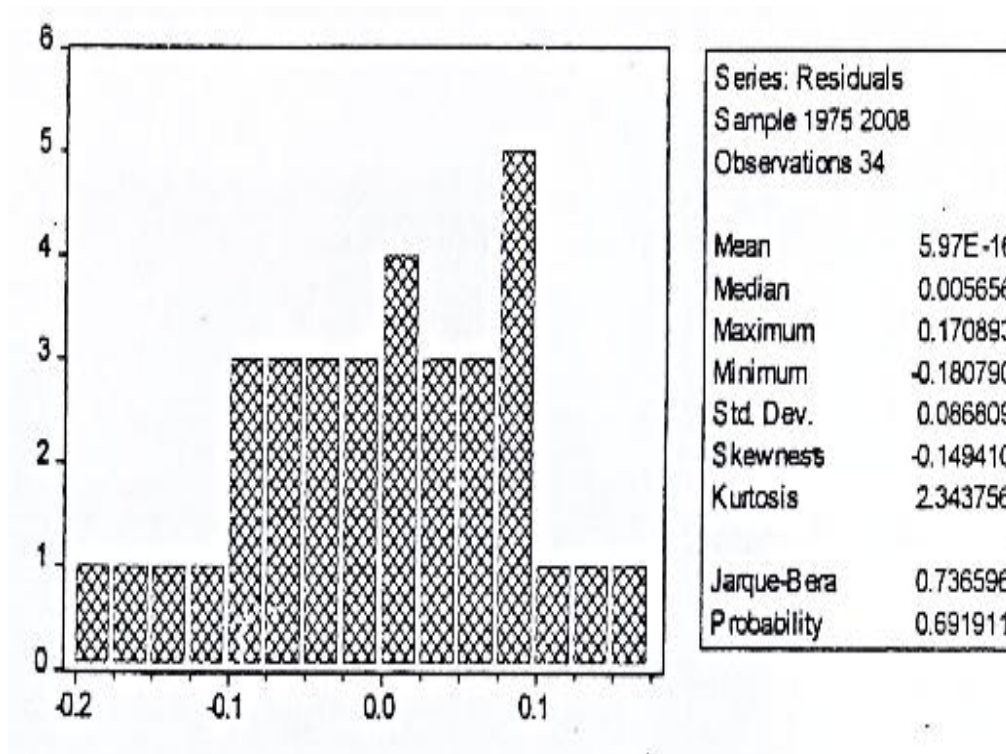


Tableau 8 Synthèse des résultats du test de normalité

Probabilité	0.691911
Décision	Le modèle suit une loi normale

Source : Réalisé par l'auteur à partir des résultats sous Eviews

TEST DE RAMSEY

Ramsey RESET Test

F-Statistic **0.194162** **Probability** **0.664201**

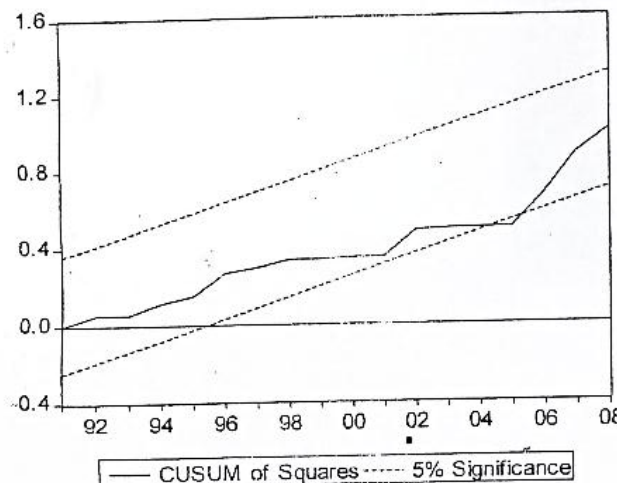
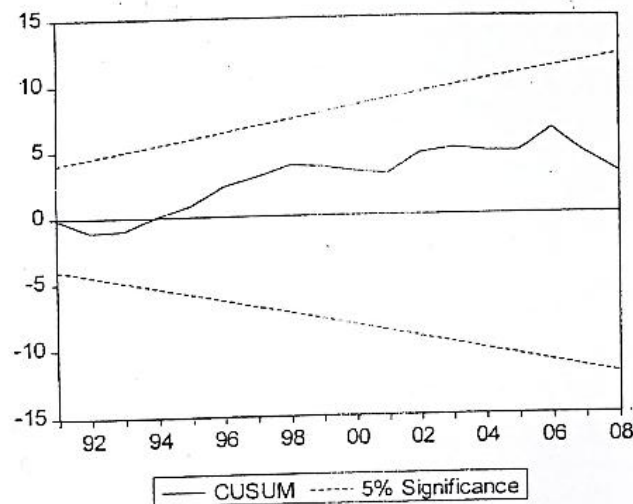
Log Likelihood ratio **0.328484** **Probability**
0.566553

Tableau 9 Synthèse des résultats du test de RAMSEY

Probabilité	0.664201
Décision	Il n'y a pas omission de variables importantes

Source : Réaliser par l'auteur à partir des résultats sous Eviews

TEST DE STABILITE DE CUSUM



DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

ANNEXE 5

Tableau des données de modèle

Années	DEPAG	INVP	OUVY	APD	DPE	PIB	DUM
1974	1,07	1,44E+17	16,2	7,07E+16	2,24E+17	9,36E+05	1,00E+00
1975	1,14	1,20E+17	16,1	1,01E+17	2,57E+17	8,90E+05	1,00E+00
1976	1,19	1,61E+17	17,8	9,50E+16	3,21E+17	8,98E+05	1,00E+00
1977	1,3	1,79E+17	16,5	8,96E+16	5,02E+17	9,42E+05	1,00E+00
1978	1,33	1,73E+17	9,6	1,03E+17	7,03E+17	5,54E+05	1,00E+00
1979	1,38	1,96E+17	14,4	1,51E+17	1,21E+18	1,02E+06	1,00E+00
1980	2,3	3,99E+17	19	1,98E+17	1,27E+18	1,09E+06	1,00E+00
1981	1,65	5,23E+17	6,2	2,25E+17	1,48E+18	1,19E+06	1,00E+00
1982	3,1	6,15E+15	5,2	2,45E+15	2,13E+16	1,22E+06	1,00E+00
1983	1,84	5,11E+15	22,6	2,95E+15	2,24E+16	1,17E+06	1,00E+00
1984	3,21	5,38E+15	46,5	2,73E+15	2,14E+16	1,26E+06	1,00E+00
1985	5,1	4,25E+15	44,4	3,10E+15	2,56E+16	1,35E+06	1,00E+00
1986	5,8	4,66E+13	26,8	3,40E+13	2,97E+14	1,38E+06	1,00E+00
1987	5,4	5,72E+15	32,6	3,32E+15	3,59E+16	1,36E+06	1,00E+00
1988	5,6	4,14E+15	21,6	4,26E+15	3,34E+16	1,41E+06	1,00E+00
1989	4,7	4,41E+17	37,2	6,56E+17	3,73E+18	1,37E+06	1,00E+00
1990	5	3,51E+17	46,1	6,92E+17	3,88E+18	1,41E+06	1,00E+00
1991	5,1	4,25E+17	46,6	6,44E+17	4,00E+18	1,43E+06	0,00E+00
1992	5,5	2,39E+17	14	6,85E+17	4,12E+18	1,47E+06	0,00E+00
1993	5,47	2,27E+17	32,9	1,37E+18	4,35E+18	1,56E+06	0,00E+00
1994	8,9	2,94E+17	41,8	8,30E+17	4,77E+18	1,59E+06	0,00E+00
1995	12,6	5,38E+17	28,6	7,98E+17	4,85E+18	1,68E+06	0,00E+00
1996	16,5	6,06E+16	46,8	8,86E+16	4,78E+17	1,76E+06	0,00E+00
1997	17,4	5,50E+15	31,5	6,65E+15	4,91E+16	1,86E+06	0,00E+00
1998	20	4,97E+15	33,3	6,16E+15	4,98E+16	1,93E+06	0,00E+00
1999	18,2	5,26E+13	24,9	7,25E+13	5,08E+14	2,03E+06	0,00E+00
2000	19,5	6,38E+16	34,7	8,15E+16	4,82E+17	2,13E+06	0,00E+00
2001	15,4	8,29E+17	30,4	8,52E+17	5,02E+18	2,26E+06	0,00E+00
2002	27,7	8,88E+17	24,8	5,51E+17	4,02E+18	2,36E+06	0,00E+00
2003	26,3	7,14E+17	23,9	6,83E+17	3,59E+18	2,46E+06	0,00E+00
2004	32	6,31E+12	22,1	8,81E+12	3,57E+13	2,53E+06	0,00E+00
2005	31,2	5,88E+12	23	7,10E+12	3,79E+13	2,61E+06	0,00E+00
2006	33,9	6,03E+17	21,5	7,34E+17	1,20E+18	2,70E+06	0,00E+00
2007	36,6	8,49E+12	32,5	9,14E+12	1,62E+13	2,83E+06	0,00E+00

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

2008	32,1	1,00E+13	39,8	8,46E+12	1,52E+13	2,97E+06	0,00E+00
------	------	----------	------	----------	----------	----------	----------

ANNEXE 6 : Synthèse de l'environnement macro et micro du CARDER

Le micro environnement	La macro environnement
<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'environnement social : Le CARDER Atlantique-Littoral utilise des hommes qualifiés pour l'accomplissement de ses diverses tâches. Il est non seulement un lieu de travail mais aussi un lieu de conflits dans la mesure o les employés sociales et ont diverses aspirations ; ➤ Les consommateurs : au nombre des consommateurs de produits agricoles du CARDER Atlantique-Littoral, nous pouvons citer : les ménages, les industries et usines de transformation ; ➤ Les réseaux de distribution : les secteurs Communaux pour le Développement Agricole (SCDA) dans toutes les communes desdits départements 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'environnement économique : il est déterminé par les besoins des consommateurs, le degré de la concurrence et le niveau de la demande ; ➤ L'environnement technologique : l'évolution technologique dans une entreprise influence beaucoup sa compétitivité et son rendement. C'est dans cette optique que le centre a acquis des outils informatiques et des matériels agricoles par le biais du Ministère chargé de l'Agriculture sur financement du budget national ; ➤ L'environnement politique et juridique : Le CARDER Atlantique-Littoral est sous tutelle du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) et donc en relation avec l'Etat. Ainsi, ce dernier a le devoir de lui créer de meilleures conditions pour l'exercice de ses activités. Sur le plan juridique, le centre est soumis à plusieurs contraintes telles que la législation du travail comme toutes autres structures (publiques ou privées) ➤ La conjoncture internationale : le centre effectue des activités en fonction de la conjoncture internationale notamment, la

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

	<p>crise alimentaire mondiale. La crise alimentaire mondiale constitue un fléau pour l'Etat béninois ; sur ce, le centre en tient compte pour faire ces prévisions en production agricole.</p>
--	--

Source : Données du CARDER ; 2014 agricole.

Annexe7 : Phase exploratoire :

Travaux effectués	1 ^{er} mois				2 ^{ème} mois				3 ^{ème} mois			
	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
Recherche documentaire + entretien avec le Chef service formation opérationnelle et conseils aux exploitations agricoles												
Choix du sujet et élaboration du protocole de recherche												
Phase exploratoire												
Phase de collecte de données sur le terrain												
Phase de rédaction du mémoire												

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	i
DEDICACES.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iv
SIGLES ET ACRONYMES	v
Liste des graphiques.....	ix
Liste des tableaux	x
SOMMAIRE	xi
RESUME	xii
INTRODUCTION GENERALE.....	13
CHAPITRE1 : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE DE L'ETUDE	15
SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE.....	15
1.1 Présentation générale du CeRPA Atlantique/Littoral (actuel CADER)	15
1.1.1 Historique, statut juridique, objectifs et structures organisationnelles du CeRPA Atlantique/Littoral	15
1.1.1.1 Historique du CeRPA	15
1.1.1.2 Statut Juridique du CeRPA	16
1.1.1.3 Objectifs du CeRPA/Atlantique-Littoral	16
1.1.1.4 Structures organisationnelles du CeRPA/Atlantique-Littoral.	16
1.1.2 Activités, environnement et ressources de fonctionnement du CeRPA/Atlantique-Littoral..	18
1.1.2.1 Les activités du CeRPA/Atlantique-Littoral	18
1.1.2.2 Environnements du CeRPA/Atlantique-Littoral.	18
1.1.2.3 Les ressources du CeRPA/Atlantique-Littoral.	19
1.1.3 Déroulement du stage.....	19
1.1.3.1 Travaux effectués	19
1.1.3.2 Difficultés rencontrées.....	19
1.1.4 Suggestion.....	20
SECTION 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	21
1.2.1 Cadre théorique de l'étude.....	21
1.2.1.1 Problématique, Objectifs et Hypothèses.....	21
1.2.1.2 Problématique	21
1.2.2 REVUE DE LITTERATURE.....	23
1.2.2.1 CLARIFICATION DES CONCEPTS.....	23
A- Agriculture et population :	23
B- Théorie économique sur la croissance	25

DEPENSES AGRICOLES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

C- Dépenses agricoles et croissance économique.....	28
1.2.3 METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	30
1.2.3.1 Collecte des données.....	31
1.2.3.2 Traitement des données.....	31
1.2.3.3 Technique d'analyse.....	31
1.2.3.4 Spécification du modèle.....	31
1.2.3.5 Variables du modèle.....	32
1.2.3.6 Modèle de l'étude.....	34
1.2.3.7 Technique de validation des hypothèses.....	34
CHAPITRE 2 : ANALYSE ECONOMIQUE DES DEPENSES AGRICOLES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	36
SECTION 1 : ANALYSE DE L'EVOLUTION DES DEPENSES AGRICOLES TOTALES ET DU TAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE.....	36
2.1.1 Analyse de l'évolution du taux de croissance au Bénin.....	36
2.1.2 Analyse de l'évolution de la croissance des dépenses totales du Bénin.....	38
2.1.3 Analyse de l'évolution des dépenses agricoles totales du Bénin.....	39
2.1.4 Contribution du secteur agricole à l'économie nationale.....	41
SECTION 2 : ANALYSE STATISTIQUE DES DONNEES ECONOMETRIQUES DU MODELE.....	44
2.2.1 Etude de stationnarité des séries.....	44
2.2.2 Etude de la cointégration des variables.....	46
2.2.3 Estimation économétrique du modèle de long terme.....	47
2.2.4 Estimation économétrique du modèle de court terme.....	50
2.2.5 Analyse des résultats et validation des hypothèses.....	54
2.2.5.1- Analyse des résultats.....	54
2.2.5.2 Validation des hypothèses.....	56
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	57
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	61
ANNEXE 1.....	63
TABLE DES MATIERES.....	79